

le prolétaire

mensuel organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

20 mai au 16 juin 1983
19^e année 3F

N° 373

DEUX ANS DE GOUVERNEMENT DE GAUCHE DEUX ANS D'ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Ne comptons que sur nos luttes !

Le deuxième anniversaire de la venue au pouvoir des partis de gauche s'est déroulé dans la discrétion la plus totale, comme ce fut le cas d'ailleurs il y a un an. On voit même au contraire les forces de droite et d'extrême droite occuper le terrain politique à la faveur d'agitations catégorielles qui concernent les classes moyennes (professions libérales, paysans, petits patrons du SNPMI) ainsi que de nombreuses couches d'étudiants. De plus, depuis 2 ans le patronat n'arrête pas de crier à l'assassinat alors même que le pouvoir lui accorde d'une main de nombreuses facilités tandis que de l'autre il presse chaque jour davantage les différentes couches de travailleurs. Ainsi face aux successives mesures d'austérité qui sont adoptées depuis presque un an la droite parle de réveil difficile du soi-disant aux "générosités" inconsidérées accordées par le gouvernement de gauche en dépit du bon sens et d'une claire compréhension de la réalité.

De telles accusations servent incontestablement le pouvoir de gauche en contribuant à le présenter comme un interlocuteur finalement moins défavorable, en dépit des nombreuses déceptions qu'il suscite, aux yeux des travailleurs. Ce fait entraîne une certaine hésitation des masses à s'engager dans une lutte de défense de leurs conditions de vie et de travail alors que le pouvoir ainsi que les patrons se lancent dans des attaques répétées contre elles.

Certes il serait abusif de prétendre que les tensions politiques entre les partis de droite et le gouvernement de gauche procèdent d'un plan machiavélique. On peut cependant constater que, suivant les lignes de moindre résistance, la gauche et la droite cherchent à occuper, à travers de multiples frictions et tensions, des places sur un échiquier à la défense duquel ils sont tous en définitive profondément attachés: l'échiquier de l'infâme ordre social capitaliste. Ainsi en monopolisant entièrement le terrain politique la gauche comme la droite contribuent à retarder l'émergence d'un mouvement réel de lutte qui se place, même si c'est à travers de nombreuses confusions, sur un terrain de lutte indépendant de toute pesanteur bourgeoise et petite-bourgeoise.

Il est clair cependant que pour nous, communistes révolutionnaires internationalistes, le retard même de l'émergence d'un puissant mouvement social à haute potentialité subversive le rend d'autant plus inexorable. Notre devoir est de chercher à y contribuer, de toutes nos forces, même si elles sont pour l'instant modestes, en prenant toutes nos responsabilités sur le terrain de la lutte des classes. Cela suppose un travail permanent et acharné de propagande, d'organisation et d'agitation qui doit tenir compte des principales caractéristiques de la situation présente.

La venue au pouvoir de la gauche, c'est-à-dire des partis réformistes et opportunistes PS et PC qui sont des agents de la bourgeoisie, a incontestablement exercé une influence sur le cheminement de la lutte des classes tant du point de vue des larges couches de travailleurs que des groupes combattifs et révolutionnaires qui cherchent, à leurs manières, à avancer sur la voie d'une lutte authentiquement communiste.

(suite en page 5)

L'Etat sauve les revenus des bourgeois et comprime les salaires ouvriers

Le Centre d'Etudes des Revenus et des Coûts (CERC) a publié récemment une étude sur l'évolution des revenus en France de 1979 à 1982 qui contient un certain nombre d'informations intéressantes. Après un premier chapitre sur la productivité, les prix et les revenus, l'étude analyse l'évolution de 3 types de revenus : les revenus salariaux, les revenus d'activité non salariaux, les revenus du patrimoine de rapport.

Le chapitre sur l'évolution de la productivité permet de faire une première remarque. La productivité globale a augmenté en moyenne de 1,3% par an de 1979 à 1982, mais les différents composants de la productivité n'entrent pas dans la même proportion dans cette augmentation. Alors que la productivité du travail salarié a augmenté en moyenne de 6,8% par an de 1979 à 1982 (7,2% de 1978 à 1979; 8,1% de 1979 à 1980; 8% de 1980 à 1981; 6,8% de 1981 à 1982), la productivité du travail non salarié n'a augmenté que de 1,6% (1,5% de 1978 à 1979; 1,7% de 1979 à 1980; 1,7% de 1980 à 1981; 1,5% de 1981 à 1982). L'accroissement de productivité est donc 4 fois plus fort pour le

travail salarié que pour le travail non salarié. Cette remarque devra être mise en rapport avec l'évolution des revenus.

Dans l'étude sur l'évolution des revenus salariaux sont pris en compte les salaires dans le secteur privé et semi-public (non compris l'agriculture), les salaires dans la fonction publique et les salaires agricoles. D'avril 1979 à avril 1981 les gains mensuels nominaux ont augmenté de 3,2% pour les ouvriers; 3,4% pour les employés; 3,2% pour les agents de maîtrise et 3,2% pour les cadres. Comme l'indice des prix a augmenté de 3,2% pendant la même période, l'augmentation du pouvoir d'achat a été de 0% pour les ouvriers; 0,2% pour les employés; 0% pour les agents de maîtrise et les cadres. D'avril 1981 à avril 1982 les gains mensuels nominaux ont augmenté un peu plus pour les ouvriers et les employés (respectivement 3,5% et 3,6%) un peu moins pour les agents de maîtrise et les cadres (3,2% chacun). L'indice des prix ayant augmenté de 3,3%, l'évolution du pouvoir d'achat a été de +0,2% pour les ouvriers; +0,3% pour les employés, -0,1% pour les agents de maît-

trise et les cadres. Mais la référence avril 81 - avril 82 est trompeuse. En juin 1982 a été mis en place le blocage des prix et des revenus. Si l'on considère l'évolution d'octobre 1981 à octobre 1982, on constate, écrit le CERC, une baisse (de l'ordre de 0,15% par trimestre) du pouvoir d'achat du salaire mensuel des ouvriers. Il est vraisemblable, ajoute l'étude, qu'il y a eu, de même que pour les ouvriers, un certain recul du pouvoir d'achat pour les autres catégories de salariés. Il est vraisemblable, ajouterons-nous pour notre part, que cette diminution sera comparable en pourcentage à celle dont sont victimes les ouvriers. Mais une diminution de 0,1% sur un salaire de 4000F par mois ce n'est pas la même chose qu'une diminution de 0,1% sur un salaire de 12, 15 ou 20000F par mois.

En ce qui concerne le pouvoir d'achat des fonctionnaires, il a connu, de janvier 1979 à janvier 1983, une baisse de 3,6% pour les fonctionnaires de la catégorie A (le haut de l'échelle, mais avec des différences considérables de salaire entre un chef de cabinet de ministre et

(suite en page 4)

La politique anti-immigrés

La dernière campagne électorale du mois de mars 83 a permis d'éclairer d'une lumière plus intense l'attitude du gouvernement de gauche par rapport aux travailleurs immigrés.

La droite a lors de la campagne des municipales développé avec une véhémence particulière une intense propagande concernant la question de la "sécurité", le thème de la sécurité lui a permis de désigner les travailleurs comme responsables privilégiés de la recrudescence de la délinquance ainsi que du chômage. Face à cette offensive en bonne règle les candidats de gauche, comme Defferre, se sont défendus de négliger d'aucune manière la sécurité des biens et des personnes (entendez des personnes qui ont suffisamment de biens pour s'inquiéter de les perdre, c'est-à-dire les bourgeois, les autres pouvant évidemment

crever...) et de tomber dans le laxisme. En même temps tous ces messieurs de gauche se sont même vantés d'avoir en 1982 refoulé plus de travailleurs immigrés que sous le septennat précédent. Chacun ayant les records qu'il mérite. Ce fut le cas en mars 1983 du secrétaire d'Etat chargé des immigrés François Autain.

Ce même François Autain avait fait imprimer à 2 200 000 exemplaires (cf. le Monde du 20-21 mars 83) une plaquette intitulée "vivre ensemble, les immigrés parmi nous" remplie de banalités paternalistes et soi-disant antixénophobes tant que les "étrangers" restent une main-d'œuvre docile, malléable et exploitable à souhait. A l'approche des municipales cette plaquette fut retirée sur ordre du cabinet de Mauroy.

Tout cela montre bien qu'en réalité la droite comme la gauche (c'est-à-dire

le PS comme le PC dont les municipalités n'ont rien à envier sur ce plan à Defferre: par exemple l'attaque au bulldozer d'un foyer de travailleurs maliens, la dénonciation pour soi-disant trafic de drogue d'une famille marocaine, etc.) se partagent le travail pour favoriser le développement de réflexes racistes. Cela dans le but d'approfondir la division entre travailleurs français et immigrés et de maintenir ces derniers sous la terreur, ce qui facilite toutes formes de pression administrative. De plus la gauche profite des excès mêmes de la xénophobie véhiculée par la droite et l'extrême droite pour se donner, en même temps qu'elle conduit la politique d'oppression policière administrative et juridique contre les travailleurs immigrés, une allure plus "bonhomme" comme si elle souhaitait atténuer les excès de la ter-

(suite en page 3)

Dans ce numéro

- Deux ans de gouvernement de gauche: Protectionnisme ou ouverture, un faux débat pour piéger les travailleurs
- Pour faire passer l'austérité, les syndicats se divisent le travail
- La politique anti-immigrés
- Deux ans de social-impérialisme
- La gauche au service du militarisme
- Les luttes en Iran, en Pologne, au Chili
- A propos d'un centenaire: le caractère révolutionnaire du marxisme

CORRESPONDANCE ET ABONNEMENT

Le prolétaire
20, rue Jean Bouton - F - 75012 Paris
Versements : chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre du "Prolétaire"
Directeur-gérant : Saro
Imprimerie : Editions Polyglottes
232, rue de Charenton - 75012 Paris
Distribué par les NMPP
No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926

IRAN 4 ANS APRES

Quatre ans ont passé depuis la chute précipitée et la fuite du Chah, mais il a suffi de beaucoup moins de temps pour que, même aux yeux de beaucoup de ceux qui non seulement en avaient ingénument salué l'avènement comme l'aube d'une ère nouvelle mais s'étaient battus courageusement pour défendre ses premières mesures gouvernementales, la République islamique apparaisse comme le prolongement, avec d'autres moyens et sous une autre forme, du régime de Reza Pahlévi.

Cela les salariés d'industrie, les salariés agricoles et les paysans misérables ou sans terres ont dû l'apprendre à leurs dépens: les premiers ont été privés de leurs conquêtes remportées dans des luttes mémorables même hors du terrain purement syndical; les seconds ont vu trahi leur espoir longtemps entretenu de réformes agraires. Une grande partie des groupes et des partis ont dû en faire aussi l'expérience: après avoir soutenu le régime naissant

de l'imam Khomeini ils ont ensuite subi et continuent à en subir les conséquences.

Mais d'autres le savent aussi. Les hommes d'affaires, d'abord, qui accourent de tous les coins du monde dans les grands hôtels de Téhéran, justement attirés, entre autres choses, par les profits d'une industrie pétrolière qui marche, en dépit des "révolutions" et des guerres, au rythme de 2 millions de barils de brut par jour. Les militaires ensuite, justement fiers de la place que leur donne un Etat non plus laïque et monarchique, mais non moins chauvin et centralisateur que le défunt empire du Paon, et des possibilités offertes à leur orgueil et à leurs ambitions par le conflit avec l'Irak ou par les expéditions punitives contre les Kurdes. Les industriels et les grands propriétaires fonciers, protégés dans l'exercice de leurs pouvoirs non tant par la loi coranique que par la permanence de structures juridiques et policières restées in-

(suite en page 7)

PROTECTIONNISME OU OUVERTURE

Un faux débat pour piéger les travailleurs

Alors qu'il vient de passer le cap des 2 ans le gouvernement de gauche intensifie une offensive, certes différenciée selon les couches mais de plus en plus systématique, contre l'ensemble des masses travailleuses. Cette offensive se développe tant sur le plan du *blindage renforcé* de l'Etat (accroissement de l'oppression administrative et judiciaire, renforcement de l'arsenal répressif juridique et policier) que sur le plan social (plans d'austérité et de rigueur).

Nous avons indiqué que le nouveau plan Delors qui a suivi les élections municipales avait pour objectif de dégager une économie de 65 milliards de francs, ce qui ne constitue qu'un avant-goût d'économies bien plus importantes encore si l'on veut préserver le bon fonctionnement de l'économie française sans pour autant casser les "ressorts", c'est-à-dire la recherche de profit, comme l'a dit fort élégamment Delors, de la "société France".

C'est pourquoi il est facile de prévoir dans les prochains mois de nouvelles offensives plus larges encore du gouvernement de gauche contre les masses prolétariennes et laborieuses, offensives qui risquent d'être d'autant plus brutales qu'elles rencontreront peu de résistance.

Il importe cependant de bien comprendre la signification des mesures gouvernementales présentes et à venir pour chercher à mettre en œuvre une riposte claire et efficace (ou plus modestement un travail de propagande, d'agitation et d'organisation destiné à en préparer les conditions). Cela est inséparable d'une analyse des caractéristiques et des tendances de la situation économique comme des orientations que le gouvernement essaie de développer sur le plan économique et notamment industriel.

Plus que jamais la France est confrontée, sur le plan économique, à une situation de crise internationale rampante. Alors qu'il avait augmenté de 1,3 % en 1981, le produit national (industrie, agriculture, service) des 7 grands pays industriels (USA, Japon, RFA, France, G-B, Italie, Canada) a globalement fléchi de 0,5 % en 1982, la production industrielle baissant plus encore (-4,5 %).

Cela se traduit par une concurrence accrue qui pousse tous les pays à une guerre économique de tous contre tous. Cette situation a d'une part accentué la division internationale entre les pays industrialisés, c'est-à-dire les Etats impérialistes, et les pays en voie de développement, et a, d'autre part, exacerbé les rivalités acharnées entre pays industrialisés (Europe-USA, Europe-Japon, Japon-USA, pays européens entre eux, etc.). La concurrence oblige donc tous les Etats à augmenter la *compétitivité* de leurs produits, ce qui suppose des investissements massifs de capital pour améliorer la productivité des entreprises et restructurer l'appareil productif.

Dans ce domaine, des pays comme le Japon ou la RFA ont manifesté des capacités bien plus dynamiques que les USA par exemple. Cela suppose cependant des disponibilités importantes en capital et une monnaie solide.

Or même si l'écart se réduit entre l'Allemagne et le Japon d'une part et les USA de l'autre, l'économie américaine n'en reste pas moins la première au monde. Ainsi le produit intérieur brut des USA est, aujourd'hui encore, 3 fois celui du Japon, 4 fois celui de la RFA et 6 fois celui de la France. Les USA sont les premiers exportateurs et les premiers importateurs du monde de marchandises, de services et de capitaux. Cela explique le poids important de la monnaie américaine en tant que devise (ainsi 60 % des importations et 30 % des exportations françaises se règlent en dollars) ainsi que son rôle dans les mouvements de capitaux sur les marchés financiers (mouvements qui influencent forcément les différentes politiques d'investissements).

Or depuis 1979 les USA, conjointement à la hausse du dollar, font monter leurs taux d'intérêt. Le prix du dollar étant plus élevé, de nombreux capitaux sont attirés par lui dans des marchés finan-

ciers dominés de surcroît par les grandes banques américaines. Un tel phénomène entraîne un accroissement du coût des importations réglées en dollars, et détourne les capitaux, surtout dans les pays industrialisés dont la monnaie n'est pas solide, comme en France, d'une politique d'investissement destinée à moderniser l'appareil productif.

C'est pourquoi la hausse des taux d'intérêt du dollar a considérablement gêné le nécessaire et indispensable effort "de rénovation de l'outil industriel" pour ce qui concerne la France mais aussi d'autres pays européens.

Tel est donc le contexte général dans lequel s'inscrit la mise en place du gouvernement de gauche en France à partir de 1981. Dès le début l'action gouvernementale sur le plan économique a été déterminée par la volonté de restaurer le dynamisme économique de la France pour lui permettre de faire face à la crise. En cela le gouvernement de gauche se plaçait en serviteur zélé des intérêts du capitalisme français, ce qui supposait une aptitude à entreprendre un effort de restructuration qui pouvait très bien s'accommoder du baratin réformiste destiné à berner les masses travailleuses.

C'est ainsi que dès 1981 l'Etat nationalisait les banques et 6 grands groupes industriels (PUK, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, Thomson, CGE, CII-Honeywell Bull). Le but est d'élargir le contrôle de l'Etat sur les principaux leviers de commande économique et financière pour en faire les instruments d'une modernisation industrielle permettant à la France de se situer efficacement face à la concurrence économique mondiale. En effet les 6 groupes nationalisés en 1981 ont une part importante de leur chiffre d'affaire qui provient d'opérations sur les marchés étrangers.

Il s'agit également à travers une augmentation de la compétitivité des groupes nationalisés de stimuler la modernisation de l'ensemble de l'appareil productif français et de réduire les secteurs parasitaires ou périmés (les fameux canards "boîteux" dont parlait Raymond Barre lorsqu'il était premier ministre). Rappelons que "le groupe des 6" représente un chiffre d'affaires de plus de 255 milliards de francs et 650 000 salariés environ.

Enfin la nationalisation qui s'est accompagnée d'une indemnisation fort intéressante pour les actionnaires privés, permet à l'Etat d'intervenir d'autant plus facilement, dans le cadre des discours réformistes mettant en avant l'intérêt national, pour investir une masse de capitaux puisés dans ses recettes qui proviennent pour l'essentiel de tous les impôts directs et indirects payés principalement par les masses travailleuses.

Cependant les fringants discours de Chevènement (ministre de l'industrie et de la Recherche jusqu'en mars 83) concernant une redynamisation de l'industrie française sont bien loin de s'être concrétisés. Il y a à cela plusieurs raisons. D'abord une politique de restructuration à cette échelle met de nombreux mois à devenir opérationnelle. Ensuite parce que la situation des 6 était loin d'être brillante. C'est pourquoi la nationalisation permettait d'engager une politique d'investissements coûteuse fondée sur les réserves de l'Etat sans bloquer pour autant les fonds privés, libres donc de chercher des placements plus immédiatement fructueux.

Voici ce qu'on peut lire dans l'Expansion n° 211: "Une constatation générale s'impose d'emblée. Exception faite de la CGE qui a toujours affiché des résultats sinon brillants du moins honorables, c'est vrai que l'héritage était catastrophique. L'évolution sur 3 ans des résultats nets cumulés des six donne le frisson: +721 millions de francs en 1980, -2,4 milliards de francs en 1981, -6,6 milliards en 1982".

La nationalisation a donc été une aubaine pour ces groupes facilitant leur renflouage au détriment des contribuables qui sont en très grande majorité les travailleurs. On comprend pourquoi Dassault faisait des pieds et des mains pour être lui aussi nationalisé.

Dès 1982 le gouvernement a encouragé l'élaboration, à travers les rapports entre l'administration et les entrepri-

ses nationalisées, de plans d'entreprises destinés à résoudre dans l'immédiat leurs difficultés et à tracer les objectifs à moyen et long terme de développement. Or, à part la CGE, les 5 groupes nationalisés voient leur avenir à court terme sérieusement déterminé par les difficultés présentes qui risquent même de s'aggraver: pour Rhône-Poulenc, par exemple, "les sureffectifs manifestes constatés dans certaines usines comme à Roanne, Colmar, Besançon ou Avranches laissent présager des dégraissages douloureux".

Ces plans d'entreprise prévoient également des transferts d'activité entre groupes (par exemple une partie de la chimie de PUK par Rhône-Poulenc) non pas pour préserver l'emploi mais au nom de la sacro-sainte loi du profit. "Or ces transferts de canards boîteux s'accompagneront inévitablement de licenciements, car ces groupes "repreneurs" sont intéressés par des parts de marché supplémentaire, non par des effectifs pléthoriques".

Comme on le voit les nationalisations ont pour objet de moderniser, en termes capitalistes, les grands groupes, c'est-à-dire, après avoir copieusement indemnisé (rappelons qu'à la veille des nationalisations les cours des actions des "nationalisables" avaient considérablement augmentés), moderniser en restructurant et en "dégraissant" les principaux rouages de l'appareil industriel. Cette politique s'accompagne également d'un effort pour diversifier les activités de production.

Reprenons l'exemple de PUK: pour ce groupe le problème est de ne pas rester enfermé dans la "monoculture" de l'aluminium. "Deux voies sont possibles car le groupe s'y sent déjà à l'aise: la transformation de l'aluminium et les combustibles nucléaires". (On comprend pourquoi le gouvernement de gauche s'est dépêché de poursuivre le programme nucléaire engagé sous le septennat précédent: en définitive les promesses réformistes, surtout électoralistes, pèsent bien peu face aux impératifs du capitalisme français).

Ces 2 activités ne représentent cependant, d'après les spécialistes que 20 % du chiffre d'affaires actuel. "Aussi tant que cette diversification ne sera pas renforcée et que la crise de l'aluminium se poursuivra les pertes annuelles de PUK continueront de se chiffrer en milliards de francs. A l'Etat bien entendu, d'assurer la soudure: ce qu'il vient de faire en débloquent 2,4 milliards de francs".

Il faut remarquer que les nationalisations ont également permis de préserver un consensus social grâce à l'appui des directions syndicales qui, en bons contre-révolutionnaires professionnels, utilisant à fond le discours réformiste présentent les nationalisations comme une "importante avancée sociale", essaient en réalité de jouer le rôle de banque du travail. Ecoutons l'Expansion, qui sur la base de confidences de nombreux dirigeants des groupes nationalisés peut rassurer ses lecteurs "avertis": "la CGT et la CFDT sont désormais du côté du manche; les centrales disposent de plusieurs fauteuils dans les conseils d'administration; les plans d'entreprise ont donné lieu à un "large débat interne". Les bonzes syndicaux auront cependant de plus en plus de mal à jouer le rôle de banque du travail vendant la paix sociale contre la garantie de l'emploi que précisément les besoins même de rentabilisation pour lesquels ont été opérées les nationalisations supposent un "dégraissage" des effectifs, c'est-à-dire des licenciements massifs.

Comme on le voit les difficultés de rénovation de l'appareil industriel français sont grandes, car celui-ci est davantage un grabataire, en termes capitalistes, qu'un fringant étalon. Aussi les investissements accordés par l'Etat (environ 9 milliards de francs pour les 6 nationalisés en 1983) serviront-ils davantage à financer des opérations de sauvetage qu'à préparer une politique offensive. Tout le problème pour le gouvernement de gauche, en bon gestionnaire du capitalisme français, est précisément de parvenir à tracer une stratégie industrielle capable de répondre aux problèmes immédiats à court terme (ce qui suppose l'élimination impitoyable des secteurs périmés, pas assez con-

centrés avec le risque de mécontenter les petits et moyens patrons et d'entraîner des explosions sociales de mécontentement dues aux licenciements massifs) et de satisfaire les impératifs à moyen et long terme.

Or concilier les intérêts immédiats de l'économie et les exigences de restructuration dynamique est d'autant plus malaisé que la situation actuelle se traduit par des difficultés qui obligent le plus souvent à parer au plus pressé.

Ainsi en 1982 le volume du commerce mondial s'est contracté de 2 %. Le niveau élevé des taux d'intérêts du dollar et à sa suite de nombreuses autres monnaies a largement déprimé les investissements. Tout cela a contribué à un ralentissement des affaires combiné avec une concurrence accrue. Pour la France cela s'est traduit par une augmentation du déficit du commerce extérieur de 93 milliards en 1982. Le déficit explique une détérioration du franc obligeant le gouvernement à 3 dévaluations depuis 1981, la dernière étant pudiquement appelée "réajustement". L'affaiblissement du franc (qui à court terme accroît le prix des importations) et le déficit extérieur expliquent un endettement qui se chiffre aujourd'hui à environ 350, 400 milliards de francs.

Pour atténuer ces difficultés le gouvernement de gauche a décidé de réduire pour 1983 le déficit extérieur à 60 milliards de francs en réduisant les importations ce qui se traduit par une offensive en règle contre les conditions de vie et de travail des masses travailleuses.

Mais il est clair que ce n'est là qu'une mesure insuffisante en elle-même à sortir des difficultés.

C'est pourquoi l'Etat est confronté à 2 solutions possibles pour préserver l'économie française, c'est-à-dire les privilèges et les profits collectifs des entreprises capitalistes, quelles soient publiques ou privées.

La première consiste à rechercher à se redresser dans le cadre du maintien de la France dans des rapports de concurrence économique avec ses voisins afin de stimuler la recherche de productivité. Cette solution préconisée par Delors avec l'aval de Mitterrand signifie que la France prépare la reprise de l'activité dans des conditions conjointes à celles de ses voisins et rivaux européens en évitant des affrontements trop ouverts; rappelons par exemple que 70 % du commerce extérieur français se fait avec les pays européens et que la RFA est le principal client et fournisseur de la France. C'est ce qui explique la volonté de Delors de rester dans le SME (serpent monétaire européen): ainsi la dévaluation du franc en mars 83 a été négociée avec une réévaluation combinée du Deutsch Mark ainsi que l'emprunt de 25 à 30 milliards de francs que la France vient de demander au courant du mois de mai 83 à la CEE.

La seconde solution consiste à développer l'appareil productif industriel à travers un renforcement des barrières protectionnistes ce qui entraînerait des rapports bien plus tendus avec les autres pays à commencer par la CEE. Une telle solution en soumettant le franc, sorti du SME, à des attaques plus massives rendrait plus difficile l'obtention de liquidités nécessaires au remboursement des dettes et aux investissements qui s'imposent. Elle supposerait donc également une politique industrielle plus dirigiste qui nécessiterait autant

(suite page 7)

Il programma comunista N° 5

DANS CE NUMERO :

- Approfondire il disgusto per gli appuntamenti elettorali, sviluppare le lotte proletarie
- Imperialismo italiano e militari in Libano
- In difesa del marxismo
- Sul movimento pacifista
- Iran quattro anni dopo
- USA: quartieri degli immigrati in lotta nell'inferno metropolitano
- Ancora sulla crisi nei paesi dell'Est: l'austerità in Ungheria

DEUX ANS DE GOUVERNEMENT DE GAUCHE, DEUX ANS D'ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Pour faire passer l'austérité,
les syndicats se divisent le travail

Depuis "l'avènement" de la Gauche au pouvoir en France, les confédérations syndicales sont comme paralysées par la nécessité de répondre en même temps à deux fonctions historiques de l'opportunisme syndical.

D'une part, elles doivent se faire le relais au sein même du prolétariat des forces politiques au pouvoir et de leur politique de forte régression sociale.

D'autre part, elles doivent peu ou prou continuer à offrir des canaux "acceptables" capables d'aspérer et de contenir les inévitables poussées de colère ouvrière que pourrait provoquer l'austérité.

Pour résoudre ce dilemme, ou plutôt le "gérer" au jour le jour, chacune d'elle agite sa recette, mais comme on le verra, sans surmonter au fond les obstacles nés du capitalisme lui-même.

Prenons d'abord la CGT. Epine dorsale du réformisme syndical dans les usines, cette dernière s'est trouvée déstabilisée dès avant l'arrivée de la gauche au pouvoir. Payant successivement la rupture du "Programme commun", les événements de Pologne et ceux d'Afghanistan, les retombées de licenciements massifs et de ses capitulations dans ses "bastions" traditionnels, elle a connu une chute d'adhérents vertigineuse entre 79 et 82 (environ 1 300 000 adhérents à l'heure actuelle contre 2 millions il y a 4 ans).

Sa stratégie au lendemain du 10 mai 81 fut de clamer : "ni dépendance ni surenchère". D'emblée la CGT allait se comporter comme soupape de sécurité d'un PCF totalement ligoté au PS et contraint

d'avaler toutes les "couleuvres" imposées par celui-ci. Ainsi, c'est essentiellement la CGT qui entonna les sirènes du nationalisme cocardien pour "s'opposer" au tour résolument atlantique de la politique internationale de Mitterrand. De même la CGT clame haut et fort son opposition aux plans d'austérité successifs qui, pour la première fois depuis 30 ans, conduisent à une baisse du pouvoir d'achat réel des ouvriers.

Mais en réalité, la CGT joue le jeu de la "solidarité" gouvernementale. Ainsi, si elle n'a pu briser frontalement les grèves dans l'automobile, elle s'est donné tous les moyens pour les contenir géographiquement à quelques entreprises et capituler par un artifice lamentable lors des licenciements d'Aulnay. De même, ces derniers mois, la CGT s'est déchaînée contre les grèves aux PTT ou à la SNCF, en assimilant systématiquement ces luttes à des manoeuvres de la droite et en taxant les grévistes de "saboteurs du service public". Nous reviendrons dans nos prochains numéros sur ces conflits.

La CGT paraît tellement craintive de se prêter, même involontairement, à toute expression du mouvement ouvrier, qu'elle n'a même pas organisé depuis 2 ans ces fameuses "journées" d'action nationale par branches, qui pourraient prêter le flanc à des débordements peu maîtrisables.

Consciente que cette position entre deux chaises n'est pas viable à très long terme, la CGT tente de trouver des recettes pour reconquérir une influence qui s'érode durablement. Aussi vient-elle de lancer l'opération "toilette de

printemps" qui vise à la rendre plus "moderne" et "ouverte" aux aspirations des "gens". Pour reconquérir l'adhésion des ouvriers, la CGT ne trouve rien de mieux que... de faire la lèche aux ingénieurs cadres et techniciens. Cela découle en fait de son refus programmatique d'avancer des axes de lutte résolument anti-capitalistes. Devant proposer aux travailleurs un programme de réformes économiques susceptibles de redonner espoir, de "sortir le pays de la crise", la CGT cherche dans les lubies de la maîtrise et de l'encadrement les "lumières" telles que "produire français", "produire autrement", etc., ce que le marxisme et le capitalisme lui-même ont historiquement condamné.

La CFDT quant à elle, collant au discours rocardien, se fait la championne de l'austérité à tout va. Intégrant à son "analyse" toutes les contraintes d'une économie capitaliste décadente, elle se veut porteuse d'un projet de sauvetage économique du système. Pour cela elle rejette tous les "archaïsmes" tels que l'affrontement ouvrier/patron, "faire payer les riches", etc. Elle cherche à mobiliser les ouvriers pour qu'ils participent à "l'effort commun". Aussi ne dit-elle mot sur le pouvoir d'achat, et encourage-t-elle toutes les mesures anti-ouvrières de Delors. Elle va jusqu'à reprendre à son compte le projet italien d'associer les syndicats à la gestion d'un "Fond pour la création d'emplois" alimenté par une ponction à la base sur les salaires ouvriers. C'est le nec plus ultra des "nouvelles solidarités".

En réalité, la CFDT, au nom de la défense de l'emploi, est à l'heure actuelle le syndicat le plus impliqué dans la politique d'austérité et d'attaque contre tous les "acquis" ouvriers.

Quant à FO, elle est trop disqualifiée pour faire prendre au sérieux ses rodomontades "anti-austérité". Elle appelle à une "grève générale" le 18 mai avec le concours inattendu du PCI (ex-OCI) et de LO (Lutte Ouvrière), et ce pour la 1ère fois depuis 30 ans !

Au fond, le grand problème de tous les syndicats à l'heure actuelle, c'est que leur marge de "négociation" est quasi inexistante, et qu'ils ne peuvent plus, de façon réaliste, promettre des jours meilleurs.

Si la classe ouvrière française est loin encore d'être embrasée par un esprit de révolte généralisé comme en Pologne, elle n'est plus dupe des gadgets, des hochets que lui tendent ces Messieurs pour l'amuser.

Les syndicats sont en passe de devenir d'immenses états-majors de la conservation sociale, sans troupes pour faire exécuter les ordres. D'où la crainte pour la bourgeoisie d'une manifestation éruptive et "incontrôlée" de la classe ouvrière. D'où aussi les tâches immenses qui attendent les militants communistes pour profiter d'une période historique qui fait enfin tomber les masques et les mensonges des garde-chiourmes de la classe, afin d'oeuvrer à la construction des canaux qui permettront de découpler l'énergie et de démultiplier l'efficacité des coups que les bataillons ouvriers ne manqueront pas de porter bientôt aux exploités. ●

La politique
anti-immigrés

(suite de la page 1)

terreur quotidienne employée par ces derniers.

En réalité le gouvernement de gauche s'efforce à chaque occasion de museler plus étroitement les travailleurs immigrés de manière à ce qu'ils se plient docilement à une oppression et une exploitation quotidienne bestiale destinée à satisfaire les impératifs du capitalisme français. C'est ce que ne veulent ou ne peuvent comprendre des journaux, pourtant aux ordres, comme le Monde : "ces tergiversations illustrent les contradictions dans lesquelles se débat le gouvernement. Votée dans l'euphorie des premiers mois, quand tout ou presque paraissait possible, la loi d'octobre 81 sur l'entrée et le séjour des étrangers est sans conteste d'inspiration libérale. Les décrets et circulaires pris prétendument en application de ce texte le sont en revanche beaucoup moins. Déjà à cette époque, le gouvernement percevait les dangers politiques et économiques d'un nomadisme (sic!) non contrôlé" (le Monde du 20-21 mars 83).

Vivre ensemble oui, au nom de la "bénévolence" dont le PS se présente comme un garant essentiel, mais subir les effets du "nomadisme" certes non, quo! La France doit rester française et les immigrés n'ont tout juste de place que dans les soutes de l'infamie machine capitaliste française!

C'est pourquoi en même temps qu'il favorise et entretient le racisme, le gouvernement de gauche a fermé les frontières pour contrôler l'immigration. Il a ainsi institué un certificat d'hébergement comme arme de contrôle. Le certificat suggéré par le Conseil d'Etat fut imposé par Mauroy contre les réticences de Nicole Questiaux alors ministre de la solidarité nationale (on la comprend la recette était trop ouvertement odieuse). D'après le décret aucun étranger (au teint mat ou foncé bien sûr...) désirant venir en visite touristique ne peut franchir les frontières sans ce document. De plus cette attestation doit certifier que ses hôtes peuvent recevoir le dit touriste dans des conditions de confort suffisantes, les maires étant chargés de vérifier que les logements d'accueil ne sont ni "exigus" ni "insalubres". Cela se passe de tout commentaire.

En conséquence grâce à ce décret la police peut refouler quotidiennement des dizaines d'immigrés dans des conditions d'arbitraire et d'humiliation particulièrement graves. A tel point que le président algérien Chadli dut réagir lors de sa visite en France en décembre 1982 car la politique de refoulement frappait surtout les travailleurs maghrébins et plus particulièrement les algériens. Cela avait pour effet de menacer à terme la stabilité de l'ordre social bourgeois en Algérie.

Depuis l'entrevue Mitterrand-Chadli, des contacts diplomatiques ont abouti à un accord avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie: ce fameux certificat d'hébergement n'est plus exigé des travailleurs maghrébins. Cela montre bien que la politique de contrôle de l'immigration est inséparable des manoeuvres de l'impérialisme français qui a tout intérêt à préserver au Maghreb un ordre réactionnaire capable de favoriser sa politique de rapine et de brigandage.

Le gouvernement revient donc à des méthodes administratives plus classiques: désormais les travailleurs maghrébins se rendant en France devront remplir une carte de débarquement à 2 volets. Le premier sera détaché à l'entrée en France et le second conservé à la sortie. De plus les maires auront simplement à attester l'existence d'un correspondant prêt à accueillir le touriste. C'est là une formule plus souple, plus "bonhomme" en apparence, mais tout aussi efficace.

On le voit, avec l'installation du gouvernement de gauche, plus que jamais la lutte contre le contrôle de l'immigration et le racisme est à l'ordre du jour. Elle passe nécessairement par une activité qui vise à la fois la solidarité entre travailleurs français et immigrés contre l'oppression et l'exploitation quotidienne qui frappe les masses en France et la dénonciation de la politique de brigandage menée par le gangster impérialiste français en accord avec les classes réactionnaires des pays d'origine des travailleurs immigrés.

A BAS LE RACISME !
NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !
A BAS LE SOCIAL-IMPÉRIALISME !
VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE
ENTRE TRAVAILLEURS IMMIGRES ET FRANCAIS! ●

Rue des Flandres
NON AUX EXPULSIONS !

En vue d'une expulsion prochaine, le pouvoir socialiste a fait procéder le vendredi 13 mai par une armada de 300 CRS, gardes-mobles, inspecteurs à un contrôle d'identité des squatters de la rue des Flandres dans le 19ème arrondissement de Paris, sous le prétexte que les occupants des immeubles squattés-pour l'essentiel des immigrés, parmi lesquels certains sont des réfugiés politiques- se livraient au trafic de drogue. Le député socialiste du 19ème a expliqué que le scandale de ces immeubles illégalement occupés n'avait que trop duré et qu'il fallait faire place nette.

Mais où est le scandale: dans le fait que des gens qui n'ont pas de quoi se loger cherchent à s'abriter n'importe où, ou bien que justement il n'y ait pas de logements pour ceux qui ne peuvent pas payer un loyer de 3,4 ou 5000 F par mois? Sans compter ceux qui atterrissent dans un squatt parce que les logeurs ne veulent pas louer à des "gens de couleur". D'autre part, il s'agit pour le pouvoir de supprimer avec les squats des foyers d'agitation sociale et politique.

L'opération de la rue des Flan-

dres illustre encore une fois le sort des immigrés: quand ils ne flambent pas dans des foyers-Paileron, ils sont délogés par la police -ou par les bulldozers- des logements (si on peut appeler ça des logements) qu'ils occupent.

Tout le monde sait que l'expulsion ne règle rien. Comme l'a dit un des occupants des immeubles de la rue des Flandres on ne fait que déplacer le problème. La ville de Paris n'a-t-elle pas déjà 70 000 inscrits sur ses listes d'attente?

Le logement est un besoin vital pour tout individu. Naturellement il est plus facile de faire de la rhétorique sur les "droits de l'homme" que de satisfaire ce besoin élémentaire. Il est aussi plus rentable de construire des logements de standing que des logements sociaux.

Le fait de vivre dans ces taudis insalubres que sont les squats dans des immeubles voués à la démolition n'est sûrement pas la solution. Mais être expulsé sans être relogé c'est être mis à la rue sans même un toit pour s'abriter.

NON AUX EXPULSIONS!

DES LOGEMENTS DECENTS POUR
LES TRAVAILLEURS! ●

Extraits du
«Manifeste du Parti Communiste International - 1981»

La lutte pour la renaissance de la solidarité prolétarienne internationale

"... L'éveil du sentiment internationaliste de la classe ouvrière ne se fera pas seulement par la propagande pour le but révolutionnaire, international et internationaliste, mais à partir des exigences quotidiennes de la lutte prolétarienne. C'est dans cet esprit que les communistes révolutionnaires attachent la plus grande importance aux tâches suivantes :

a) la popularisation internationale des grandes luttes prolétariennes, où la classe ouvrière peut sentir l'identité de ses intérêts communs;

b) l'établissement de liens internationaux entre les travailleurs par le soutien aux luttes des travailleurs immigrés, à tra-

vers la solidarité avec les prolétariennes ou toute autre lutte dirigée contre l'ordre établi impérialiste dans les divers pays, à travers la lutte contre l'Internationale des flics et la solidarité contre la répression capitaliste dans le monde, etc.

c) la lutte dans chaque pays contre les crimes impérialistes, contre le militarisme et les préparatifs de guerre de sa propre bourgeoisie, qui sont autant de conditions pour surmonter les dissensions nationales entre prolétaires, entretenues par la propagande chauvine de la bourgeoisie et de ses lackies, et pour réaliser l'union fraternelle des prolétaires de toutes nationalités... ●

DEUX ANS DE GOUVERNEMENT DE GAUCHE, DEUX ANS D'ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Politique étrangère DEUX ANS DE SOCIAL-IMPERIALISME

Les deux années qui viennent de s'écouler ont été marquées par la continuité dans les grands axes de la politique extérieure de la France, malgré les changements d'équipes au sommet de l'Etat. Seuls pourraient s'en étonner ceux qui ne comprennent pas que ce n'est là que la conséquence de la permanence des intérêts de l'impérialisme français, dont les partis de gauche se sont toujours faits les serviteurs zélés lorsque l'occasion leur en a été donnée.

Nous ne reviendrons pas ici sur les éloquentes états de service de ceux que l'on pourrait appeler "les partis démocratiques de l'impérialisme français" (selon la caractérisation donnée par Trotsky aux radicaux-socialistes) à l'époque où ils étaient ministres. Il nous suffit de dire que 23 ans d'opposition ne pouvaient les faire revenir sur leur intégration irrémédiable à l'ordre bourgeois. Ce long éloignement du pouvoir leur a néanmoins permis de se refaire une virginité politique, ce qui n'est pas négligeable.

La gauche est arrivée au gouvernement auréolée d'une image tiers-mondiste, voire anti-impérialiste, qu'elle a utilisée au maximum. En octobre 81, Mitterrand à Mexico devant un parterre de bons bourgeois et de "gorilles", se posait en défenseur des opprimés: "à tous les combattants de la liberté, la France lance son message d'espoir. Salut aux humiliés, aux émigrés, aux exilés sur leur propre terre, qui veulent vivre et vivre libres. Salut aux séquestrés, aux prêtres brutalisés, aux syndicalistes emprisonnés, aux chômeurs qui vendent leur sang pour survivre. A tous la France dit: "Courage ! La liberté vaincra !"

Nous avons démontré à l'époque l'hypocrisie du verbiage de Mexico et de Cancun (1) qui avait pour but de conquérir une influence parmi les nouvelles bourgeoisies des pays du tiers-monde. Depuis, rien de concret n'est venu justifier le titre de défenseur des pays en voie de développement dont se pare la diplomatie française, aucune initiative n'est venue à l'appui de ce projet de "nouvel ordre mondial" ou de "new deal planétaire".

Le tiers-mondisme gouvernemental n'est que le masque de sordides intérêts impérialistes; c'est ainsi que Paris n'a pas craint de jouer cette carte du Nicaragua, et avec le Mexique bravant les USA dans leur "jardin". L'Amérique Latine est une région où les firmes françaises ont beaucoup investi depuis 10 ans malgré la concurrence américaine et où elles nourrissent beaucoup d'espoirs.

Mais les ombres s'accroissent: devant l'irritation de Reagan les français ont fait prudemment machine arrière au Nicaragua (aucune aide n'est plus prévue vient de dire "l'ambassadeur itinérant en Amérique Latine"). Et la débâcle financière et économique de la plupart des pays latino-américains ne laisse guère de chance de les voir prendre un tant soit peu de distance vis-à-vis de Washington qui détient les cordons de la bourse. Le bolivien Suazo par exemple, qui attendait de Paris un petit quelque chose en échange de l'extradition de Barbie a dû repartir les mains vides. A peine si la France peut encore écouler quelques missiles Exocet ou quelques hélicoptères, une misère!

En Afrique, ses anciennes possessions restent un atout maître de l'impérialisme français qui réussit jusqu'ici à étendre son influence aux dépens d'impérialismes concurrents.

Les statistiques indiquent que depuis quelques années les firmes françaises les plus puissantes tendent à se détourner de l'Afrique: leur "stratégie d'implantation est sortie de l'espace géopolitique ex-colonial". Mais pour l'économie dans son ensemble l'importance de l'Afrique est cruciale. Les nouveaux dirigeants ne montrent pas moins d'énergie que les anciens à conserver ces chasses gardées (2).

Une importante pomme de discorde au sein de la bourgeoisie était la politique en direction du Maghreb. L'administration Giscard privilégiait le Maroc aux dépens de l'Algérie, à la colère de certains capitalistes qui se voyaient irrésistiblement évincer du marché algérien au profit des USA, des Allemands, etc. Or l'Algérie est le 9° client et le 8° fournisseur de la France, à peu près au niveau de l'Espagne.

C'est là que le gouvernement de gauche a peut-être été le plus efficace, puisqu'il a réussi à renouer avec l'Algérie sans se brouiller avec le Maroc. Il est vrai que la manœuvre a été délicate, le Maghreb est la région où les intérêts français se heurtent le plus nettement aux intérêts américains - au moment où le gouvernement fêtait les "retrouvailles" avec l'Algérie, les USA tentaient une spectaculaire percée au Maroc. Il fallut envoyer Chirac en personne pour limiter les dégâts à Rabat: quand les intérêts impérialistes sont en jeu les rivalités partisans disparaissent!

Aujourd'hui l'offensive US semble contenue et c'est au tour de Washington de s'inquiéter devant la perspective de rapprochement des pays du Maghreb dans laquelle il croit voir un premier pas vers le dessein prêté à Paris de faire de la Méditerranée un "lac français". Quoi-qu'il en soit, les jeux ne sont pas faits et jusqu'ici C. Cheysson n'a guère eu de succès dans son projet de "Conférence des pays méditerranéens".

Au Moyen-Orient la victoire de Mitterrand a entraîné un infléchissement assez net de la politique française, au moins dans un premier temps. La campagne électorale des socialistes avait été appuyée ouvertement par différentes organisations sionistes et s'était faite sous le slogan du "rééquilibrage" d'une politique accusée d'être trop pro-arabe.

Le nouveau gouvernement apporta son soutien au traité de Camp David (paix sé parée d'Israël avec l'Egypte qui laisse les mains libres à l'Etat sioniste pour ce qui regarde les territoires occupés). Il approuva tacitement l'annexion du plateau du Golan (en maintenant la visite officielle de Mitterrand). Il développa des échanges économiques avec Israël (réactivation de la commission mixte franco-israélienne) et facilita sa pénétration diplomatique en Afrique francophone. Il couvrit implicitement les débuts de l'invasion du Liban, etc.

Mais il y a des limites à ce que peut obtenir un lobby pro-israélien. L'impérialisme français a tissé depuis des années des liens économiques intenses avec les pays arabes du Moyen-Orient. C'est cela qui détermine en dernier ressort les grands axes de sa politique.

Les flux commerciaux avec ces pays (Syrie, Irak, Liban, Arabie Saoudite et les Etats du Golfe) étaient en 1982 plus de 25 fois supérieurs à ceux enregistrés avec Israël, il s'agit en outre des fournisseurs de pétrole. Enfin Paris cherche à attirer les fameux surplus financiers tirés de la vente du pétrole. Le dépôt par l'Arabie Saoudite de 4 milliards de dollars dans les coffres français en pleine tourmente financière est un indice de taille de l'impossibilité d'une politique trop pro-israélienne.

L'impérialisme français est attaché à l'existence d'Israël pour son rôle de gendarme contre-révolutionnaire et pro-occidental dans la région. Mais il ne peut approuver une stratégie trop agressive des sionistes parce qu'elle risque d'aboutir à une déstabilisation de toute la région. D'où son "sauvetage" de l'OLP qui est analysé comme l'ultime digue contre une radicalisation des masses exploitées. D'autre part Paris réalise ce qu'il n'avait pu faire qu'à moitié sous le précédent septennat: pénétrer militairement dans la région sous son propre drapeau, dans le but de commencer à consolider son influence.

Au Moyen-Orient, parce qu'y mûrissent de terribles contradictions sociales et que s'y heurtent des formidables intérêts économiques, toute diplomatie qui n'a pas son répondant sur le terrain militaire est condamnée à l'impuissance: ce n'est pas par hasard si les stratégies y voient une des zones privilégiées pour l'éclatement d'une troisième guerre mondiale.

La France entend tirer son épingle du jeu (comme elle a pu le faire lors de la guerre du Kippour) tout en envisageant toutes les éventualités. Elle tente d'avoir une politique indépendante des USA sans avoir cependant la force de la concrétiser. Ce hiatus entre ses ambitions et ses possibilités réelles donne à la politique française au Moyen-Orient ce caractère bien particulier d'exercice de haute voltige.

L'accroissement de sa présence militaire vise à résoudre cette contradiction. Les tendances inévitablement belliqueuses qui en découlent se sont manifestées lors du "bras de fer" avec la Syrie. Après les attentats syriens à Paris, le gouvernement a ouvertement menacé Damas d'actions terroristes sur son territoire, tandis que la presse parlait d'un état de guerre larvée avec la Syrie.

Cet épisode doit résonner comme un signal d'alarme aux oreilles du prolétariat et est un signe avant-coureur de ce que réserve l'avenir aux pays européens: ils ne pourront échapper aux contrecoups des explosions moyen-orientales.

En Europe, la politique française est marquée par un indéniable virage atlantiste, un des temps forts de la cam-

pagne électorale avait été le reproche adressé à Giscard d'être trop empressé auprès de Moscou.

La nouvelle orientation, en rupture avec la tradition gaulliste, qui s'est encore vérifiée récemment lors de l'affaire de l'expulsion des espions russes, s'est traduite par un rapprochement spectaculaire avec l'OTAN. Les socialistes français se sont lancés dans une campagne pressante auprès des socialistes espagnols pour l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN, Mitterrand s'est fait l'ardent défenseur de l'installation des fusées US "Pershing" en Europe. Au point que les USA avouaient bruyamment ne pas avoir de meilleur allié que la France!

Il serait cependant erroné d'en conclure à un alignement pur et simple sur Washington. Dans bien des domaines les intérêts du capitalisme français se sont opposés à ceux des USA. La France comme l'Europe a refusé de suivre les américains dans leur tentative de boycott économique de l'URSS, ils ont passé outre à leur opposition au contrat de fourniture du gaz soviétique. A propos de la Pologne, les banques françaises et allemandes, les plus lourdement engagées dans la dette polonaise, ont fait pression sur les Américains, tentés, semble-t-il, de déclarer le pays en faillite. Rappelons que l'hypocrite campagne du gouvernement français sur les droits de l'homme en Pologne avait été définie

par Cheysson immédiatement après le "coup d'Etat" de Jaruzelski: "ce que nous comptons faire? (sous-entendu, pour les travailleurs polonais) rien, évidemment".

L'anti-soviétisme militant, la participation à la relance de la course aux armements, l'hostilité à toute velléité neutraliste de l'Allemagne, comme les professions de foi européennes, ne peuvent masquer les rivalités économiques et la guerre commerciale qui font rage entre les alliés occidentaux.

Le gouvernement de gauche utilise contre ses partenaires européens la menace d'une rupture de la CEE. La France se tournerait alors vers le tiers-monde et restreindrait ses échanges économiques avec les pays développés par une politique protectionniste.

La présence du PCF au gouvernement et l'existence de courants divers au sein du PS a pu donner quelques consistances à une hypothèse aussi invraisemblable, mais quelles que soient les modifications de politique économique il n'existe pas de possibilités de se protéger d'une concurrence exacerbée.

La diplomatie à l'œuvre depuis 2 ans témoigne de la volonté d'utiliser tous les moyens disponibles dans cette lutte sur le marché mondial. Les masques sont tombés et Mitterrand peut se dire fier de son rôle de voyageur de commerce, au retour de son voyage en Chine. Rarement une politique extérieure aura rencontré un tel consensus parmi toutes les forces bourgeoises!

1) Voir "L'hypocrisie du co-développement" (Le Prolétaire n° 352).

2) Voir "Les safaris de Mitterrand" (Le Prolétaire n° 372).

L'Etat sauve les revenus des bourgeois

(suite de la page 1)

un professeur certifié); de 3,3% pour la catégorie B (instituteurs, etc.); de 1,8% pour la catégorie C (agent d'exploitation des Postes et Télécom). Seuls les fonctionnaires de la catégorie D ont eu une augmentation du pouvoir d'achat de l'ordre de 1,4%.

Pour les salariés agricoles, alors que leur pouvoir d'achat avait progressé entre 1,5 et 2,5% entre 1978 et 1979, entre 1979 et 1980 cette augmentation ne s'est poursuivie (+1%) que pour les salaires des ouvriers agricoles non qualifiés.

On voit que d'une façon générale le pouvoir d'achat des salariés a baissé alors même, comme nous l'avons signalé plus haut, que la productivité du travail salarié a augmenté! Quant au SMIC, sur l'augmentation duquel le PS et le PC font grand battage, s'il est vrai qu'il a augmenté de +1,1% en pouvoir d'achat du SMIC mensuel net de 1979 à 1980; de 4,9% de 1980 à 1981; de 4,4% de 1981 à 1982 - il faut rappeler que le SMIC mensuel net s'élevait en 1982 à 2890F par mois!

En ce qui concerne les revenus non salariaux agricoles - les exploitants agricoles, pas les salariés agricoles - le revenu net par exploitation a varié de 14% en valeur réelle en 1980, de 5% en valeur réelle en 1981, mais pour l'année 1982 les prévisions font apparaître un renversement de tendance. Selon ces prévisions écrites CERC, le revenu net par exploitation pour 1982 serait en augmentation en francs constants (pour sa part, la commission des comptes de l'agriculture de la nation vient de chiffrer cette augmentation à 9,1% pour l'année 1982). Les dernières manifestations d'agriculteurs montrent qu'à leurs yeux cette augmentation n'est pas encore suffisante...

Pour les revenus non salariaux non agricoles (commerçants, artisans), leur évolution récente a été également positive. Le tableau suivant qui prend en compte non seulement les commerçants et artisans mais aussi les professions médicales, analyse la variation du bénéfice moyen en pouvoir d'achat entre 1980 et 1981 et entre 1981 et 1982.

Estimation de la variation du bénéfice moyen en pouvoir d'achat:

	entre 80.81	entre 81.82
Boulangers et pâtisseries	-8	+4
Bouchers	-12	+17
Charcutiers	-8	+10
Pharmaciens	+6	+1
Réparations automobiles	+3	+7
Maçons	-10	-2 à -5
Peintres	-4	0
Electriciens	-3 à -4	+1 à +2
Mécaniciens - serruriers	-1 à -2	0
Plombiers - couvreurs	-1 à -2	0
Médecins généralistes	+1	-3 à -7
Médecins spécialistes	-3	-2 à -5
Infirmiers	+3	0
Masseurs - kinesis	0	-4

On voit que les boulangers, les pâtisseries, les bouchers et les charcutiers, qui étaient récemment dans la rue, n'ont pas trop eu à se plaindre de l'évolution de leur pouvoir d'achat entre 1981 et 1982. Le gouvernement de gauche qui a diminué le pouvoir d'achat des salariés - et des ouvriers en particulier - a augmenté en revanche celui des agriculteurs et des commerçants. Quant aux médecins, généralistes ou spécialistes, la diminution a été réelle mais leurs revenus n'ont rien à voir avec ceux des ouvriers et des employés! Rappelons aussi que l'accroissement de la productivité du travail non salarié est quatre fois plus faible (1,5% contre 6,8% de 1981 à 1982) que celle du travail salarié et que c'est le pouvoir d'achat des revenus non salariés qui augmente.

L'étude du CERC analyse enfin les revenus du patrimoine de rapport. En 1981, le revenu courant du patrimoine de rapport des particuliers a atteint 200 milliards de francs environ (placements liquidés à court terme: 107 milliards; valeurs mobilières: 59 milliards; immobilier: 35 milliards). De 79 à 81, ce revenu global s'est accru de 22% par an, soit 7,5% par an après correction de la hausse des prix.

Il n'y a pas dans l'étude du CERC de chiffres pour 1982 ni évidemment pour 1983. Voici cependant ce qu'écrit "Le Nouvel Economiste" dans son numéro spécial "Le guide des placements 1983": "la Bourse de Paris a applaudi aux mesures d'austérité prises après les élections municipales en mars 83". Celles-ci devaient être favorables au marché des actions. Merci pour lui!

Il y a revenus et revenus. Ceux des salariés baissent en pouvoir d'achat, ceux des commerçants augmentent. Ceux du patrimoine de rapport aussi. Austérité pour les uns, choux gras pour les autres.

La voilà, la véritable politique de la gauche!

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE
Editions Programme

12, rue du Pont 1003 LAUSANNE

DEUX ANS DE GOUVERNEMENT DE GAUCHE, DEUX ANS D'ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS

La gauche au service du militarisme

Le gouvernement vient de révéler le projet de loi de programmation militaire pour les 5 prochaines années.

Il faut d'abord souligner le paralélisme avec le projet présenté par l'UDF, preuve que le gouvernement a compris tant les intérêts généraux de la bourgeoisie en matière militaire que les intérêts catégoriels des différents groupes de pression: industriels de l'armement, hiérarchies militaires.

L'accroissement du budget militaire sera maintenu pour arriver à 4 % du produit intérieur, chiffre correspondant aux recommandations de l'OTAN pour les alliés européens: soit 705 milliards de francs (hors inflation) pour 5 ans, une augmentation de 6 %.

30 % du budget sera consacré aux armements atomiques, notamment pour financer un 7° sous-marin nucléaire lance-missiles (SNLE), 3 nouveaux sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) "pour tenir compte des enseignements de la guerre des Malouines", la "refonte" des missi-

les des actuels SNLE, un porte-avions à propulsion nucléaire, la constitution d'un régiment équipé de missiles atomiques à moyenne portée "Hadès", la construction de missiles atomiques à moyenne portée lancés d'avions, etc.

L'armée de terre sera réorganisée avec en particulier la constitution d'une force d'action rapide (FAR) de 80 000 hommes capable d'intervenir en Europe comme outre-mer.

Enfin, entre les lignes du programme on découvre la préparation de nouvelles armes comme le *missile mobile*, destiné à remplacer les missiles du plateau d'Albion, piliers historiques de la force de frappe atomique mais qui sont devenus trop vulnérables à une attaque surprise: on mettrait tout simplement les missiles dans des camions "banalisés" qui circuleraient en permanence sur les routes pour pouvoir se camoufler au milieu du trafic! (1), ou comme la bombe à neutrons dont Hernu a laissé entendre que l'utilisation est prévue pour les "Hadès".

Les grands axes de la politique militaire de la bourgeoisie française

Ce projet de loi s'inscrit dans l'évolution, ouverte sous Giscard, des perspectives stratégiques de l'impérialisme français vers une plus grande coopération avec l'OTAN. Jusqu'à présent les forces françaises étaient comptabilisées dans les plans de bataille de l'OTAN comme "réserve stratégique"; elles pourront désormais jouer un rôle plus actif grâce à la FAR et au régiment "Hadès" (capable de tirer sur la Tchécoslovaquie et la RDA). Si officiellement il est exclu que la France participe à une "bataille de l'avant" (lire: une attaque contre le pacte de Varsovie), la théorie officielle de la "dissuasion locale" qui, selon les déclarations de Hernu, accorde autant d'importance aux troupes françaises d'Allemagne qu'à la force de dissuasion proprement dite, indique bien que pour l'Etat-major il n'est plus de défense qu'intégrée au niveau européen.

Et on voit là une deuxième évolution, qui est commune à toutes les armées occidentales (et sans doute orientales): la préparation à une guerre atomique. Alors qu'il y a une vingtaine d'années la dissuasion nucléaire avait pour but avoué de maintenir le statu quo et devait empêcher une attaque de l'adversaire en le menaçant en retour de destruction totale, apparaissent aujourd'hui toute une série d'armes nucléaires dites "tactiques" car destinées à être utilisées dans des guerres "limitées"; la bombe à neutrons n'est que la plus fameuse d'entre elles (elle est d'ailleurs significativement appelée "arme à rayonnement renforcé" par les militaires, pour mieux en banaliser l'emploi).

Il faut noter que les gaullistes, par la bouche du RPR, ne remettent pas en cause ces orientations et se contentent de réclamer plus de crédits (quant aux chefs militaires qui s'accrochent encore au credo gaulliste, ils font de plus en plus figure d'attardés).

Mais le projet de loi dévoile aussi les appétits impérialistes de la bourgeoisie française comme en témoigne l'accent mis sur le renforcement de la marine: construction d'un porte-avion nucléaire (ce qui signifie qu'un deuxième suivra obligatoirement dans les années qui viennent) et de sous-marins nucléaires d'attaque dont l'intérêt est qu'ils peuvent opérer très longtemps loin de leurs ports d'attache. La tâche naturelle de cette flotte devrait être le contrôle du trafic maritime au large de l'Afrique et de la péninsule Arabique, c'est-à-dire le contrôle de l'approvisionnement de l'Europe en pétrole (2).

A l'heure actuelle en cas de tension, seuls les USA seraient à même de jouer ce rôle et personne ne doute qu'ils sauraient faire chèrement payer ce service à leurs alliés...

La force d'action rapide se voit de même confier explicitement la tâche d'intervenir en cas de besoin en Afrique; mais la ressemblance frappante de la FAR avec la "rapid deployment force" américaine conçue pour intervenir sur les champs de pétrole au Moyen-Orient laisse clairement deviner que le cas échéant ses objectifs pourraient bien se trouver dans la même zone (3).

Enfin, s'il est prévu une réduction des effectifs, austérité oblige, les forces de gendarmerie, dont le rôle est le maintien de l'ordre sur le territoire,

seront les seules à ne pas être diminuées mais au contraire augmentées!

Ce projet de loi montre que la bourgeoisie est consciente des difficultés qui l'attendent dans les années qui viennent et qu'elle se prépare sérieusement pour y faire face. Nous verrons dans un prochain article quelles en sont les conséquences pour le service militaire.

Ce développement du militarisme bleu-blanc-rouge met en lumière l'exigence d'un travail antimilitariste qui se fixe comme but la lutte contre les plans d'armement et de militarisation de la bourgeoisie française. Comme le disait Karl Liebknecht: "l'ennemi est dans notre propre pays!". C'est ce qu'essayent soigneusement de cacher tous ceux pour qui le seul militarisme à combattre est celui du voisin.

1) Selon la revue "Défense et Armement" de mars 83 le dernier conseil de défense aurait pris la décision de construire le SX. Son développement s'élèverait à 15 milliards de francs.

2) L'idée de création d'une force navale d'intervention occidentale pour garantir l'approvisionnement en pétrole s'est précisée lors de l'écroulement du régime du Shah d'Iran.

3) L'OTAN incite fortement les alliés européens à intervenir dans cette région "la France, la RFA, le Royaume-Uni et le Canada devraient fournir des forces militaires appropriées au Moyen-Orient et au Golfe (...), les pays qui ont une expérience tactique de ces régions pourraient apporter de précieux renseignements et collaborer à l'entraînement des forces qui sont stationnées dans ces régions ou qui y sont destinées" (NATO review, février 81, cité dans Revue d'études Palestiniennes n°7). Nul doute que les forces de la FINUL au Liban ne commencent à acquérir cette "expérience tactique"!

PERMANENCES POINTS DE VENTE:

EN FRANCE

* **LYON**: permanence une fois par mois, le samedi après-midi de 15h à 17h, 17, rue René Leynaud, Lyon 1er, dans la cour, 2ème porte à g. Prochaine permanence le 28 mai.

* **PARIS**: permanence tous les quinze jours le samedi de 15h à 18h, 20, rue Jean Bouton, Paris 12ème, au fond de la cour à gauche (en haut de l'escalier métallique), soit les 28 mai et 11 juin.

Vente du journal le dimanche de 10h30 à 12h au Marché d'Aligre, tous les quinze jours, soit les 29 mai et 12 juin.

* **VALENCE**: une fois par mois le dimanche de 10h30 à 11h30 au Marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit le 5 juin.

EN SUISSE

* **LAUSANNE**: tous les samedis de 10h à 12h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.

(suite de la page 1)

Pour ce qui concerne la classe ouvrière, après avoir salué la défaite de Giscard-Barre elle a finalement eu tendance à observer les premiers pas du gouvernement de gauche, qui n'est pas issu, faut-il le rappeler, d'une mobilisation et d'une dynamique de lutte massive.

Le pouvoir de gauche était, semblait-il, considéré davantage comme un allié disposé à accorder satisfaction à un certain nombre de revendications avancées depuis longtemps (comme la retraite à 60 ans, la semaine de 35 heures, 5 semaines de congés payés, etc.). Cette position attentiste qui consistait à ne pas entraver les promesses faites lors de la campagne présidentielle et législative de mai et juin 1981, fut alors baptisée par les médias et le monde politique d'"état de grâce". Il faut accorder à la gauche d'avoir su habilement utiliser le discours réformiste pour arriver à ses fins, c'est-à-dire maintenir le consensus social au moment même où la poursuite de la crise économique qui freinait toute reprise générale de l'activité économique sur le plan international mettait la France devant l'obligation d'engager des mesures de renforcement du capitalisme français. Une des conditions du succès de ces mesures était précisément d'endiguer et d'empêcher toute agitation revendicative sociale.

Si l'on regarde cependant de près les dispositions prises dans les premières semaines du printemps et de l'été 81 on peut remarquer que les augmentations de salaires qui furent accordées étaient en réalité inférieures à celles accordées par Giscard en 1974 lors de son élection... De plus les soi-disant réformes comme la retraite à 60 ans ou la semaine de 35 heures généreusement ramenées à... 39 heures étaient en réalité l'occasion, au-delà du baratin réformiste, de réaménagements destinés à faire trimer davantage les travailleurs et à les soumettre aux impératifs de l'économie bourgeoise. Il s'agissait en fait d'apêritifs pour préparer une plus grande docilité et malléabilité. Le plus important était en effet de suffisamment conditionner les travailleurs afin de leur faire avaler des potions plus amères qui étaient en gestation. L'offensive ouvertement anti-ouvrière du gouvernement de gauche allait commencer à partir de 1982.

Pour ce qui concerne les groupes combattifs et révolutionnaires, même ceux qui préconisaient des méthodes de lutte violente comme Action Directe et avaient eu le mérite de s'opposer dans la pratique, même si ce fut à travers des confusions et des erreurs que nous avons déjà eu l'occasion de souligner, le gouvernement de gauche parvint à freiner et à entraver leur activité (il ne s'agit évidemment, en aucune manière, de mettre en doute leur combativité et leur détermination). Le pouvoir fit d'abord patte de velours en accordant l'amnistie, il profita ensuite de l'attentisme dans lequel il était parvenu à pousser les travailleurs pour dissoudre Action Directe et frapper durement tous ceux qui cherchaient à lutter.

Cet attentisme ôtait en effet dans l'immédiat toute perspective pratique d'affrontement immédiat sur le terrain de l'exploitation capitaliste quotidienne, d'autant plus que la question qui se posait pour beaucoup était de se démarquer, non pas par des déclarations générales, mais par des initiatives pratiques et concrètes de lutte immédiate, de la gauche sans pour autant faire le jeu de la droite. Tout cela contribua à une certaine paralysie (dont notre organisation eut également à souffrir il faut bien le reconnaître). Les seules perspectives de travail qui s'offraient consistèrent essentiellement à combattre le gouvernement de gauche sur des questions concernant la situation internationale: Pologne et Palestine, ou des questions générales comme la guerre. Est-il besoin de rappeler que des militants révolutionnaires comme F.Oriach ont été arrêtés et détenus sur la base de leur courageuse lutte militante antisioniste de solidarité avec les masses palestiniennes?

Depuis juin 1982 l'offensive bourgeoise du gouvernement de gauche se développe d'une manière plus ouverte en abandonnant les discours réformistes jusqu'alors utiles (c'est d'ailleurs la raison pour laquelle Mauroy fut obligé de légèrement tancer Maire qui le pré-

Ne comptons que sur nos luttes!

mier, en bon contre-révolutionnaire professionnel capable d'envisager sa seule besogne à moyen et long terme, parla de nécessaire préparation des travailleurs à la rigueur; Mauroy était bien sûr d'accord, la suite des événements l'a amplement démontré, mais estimait que ce discours "réaliste" était prématuré et demandait donc au dirigeant de la CFDT de ne pas marcher plus vite que la musique).

L'abandon des baratins réformistes et l'infléchissement rigoriste de la politique gouvernementale créa un vide sur la scène politique qui fut comblé par une intensification de la propagande des partis de droite, ce qui, comme on l'a montré plus haut, a permis au pouvoir de continuer à apparaître comme une solution moins défavorable que la droite.

Pendant ce temps le gouvernement continuait une politique active sur tous les plans:

-renforcement du blindage de l'Etat: réaménagement du projet Sécurité et Liberté qui prépare une extension des méthodes de fichage, amnistie des généraux putschistes, flicage surtout vis-à-vis des jeunes et des immigrés, accentuation du despotisme hiérarchique dans les casernes, etc.

-poursuite d'une politique impérialiste au Moyen-Orient et en Afrique, etc.

-plan d'austérité

-renforcement du contrôle de l'immigration

Nous avons déjà dit que le dernier plan d'austérité était destiné à dégager 65 milliards de francs d'économie alors que l'endettement de la France est au moins de 350 milliards. Cela suffit à indiquer que le gouvernement prépare de nouvelles offensives plus amples encore. Pour cela il s'agit d'accompagner les futures attaques anti-ouvrières d'un discours réformiste (le fameux "dessein" dont parlent Mitterrand et Chevènement) capable de favoriser une vaste mobilisation populaire destinée à... solliciter de plus grands sacrifices encore.

C'est ce qui explique aujourd'hui toutes les manœuvres politiques menées essentiellement par le PS: déclaration fracassante de Poperen, préparation du prochain congrès de l'automne 83, etc.

Dans le Prolétaire n° 371 nous écrivions: "face à ces manœuvres il incombe aux communistes révolutionnaires de mener une intervention active pour préparer les travailleurs à se mobiliser contre les coups que l'Etat bourgeois et ses domestiques assèneront. Il consiste également à œuvrer pour réunir les conditions permettant au mouvement ouvrier et à toutes les couches laborieuses durement opprimées de s'organiser pour chercher une solution à l'exploitation quotidienne et à son cortège de misère et de problèmes quotidiens: comités de quartier pour affronter des questions aussi diverses que les transports, les prix, le logement, etc. Face à la gestion des municipalités bourgeoises de droite comme de gauche qui prennent appui sur les gigantesques problèmes des masses travailleuses pour renforcer les privilèges et l'ordre social en place, la classe ouvrière ne pourra compter que sur la force de sa propre mobilisation pour prendre elle-même en charge la solution des problèmes qui l'intéressent directement".

Pour que cette lutte puisse aboutir il convient qu'elle se place également sur le terrain du combat pour une solidarité active entre travailleurs français et immigrés et contre le contrôle de l'immigration. Il importe également que la mobilisation sur les lieux de travail et de vie soit reliée à une lutte acharnée contre le blindage de l'Etat et la répression policière et juridique ainsi qu'à une lutte décidée contre la politique de brigandage de notre propre impérialisme, l'Etat français.

Le devoir des communistes internationalistes et de tous les révolutionnaires sincères est de lutter sur ces différents fronts en cherchant en permanence à les relier pour favoriser une véritable mobilisation contre le gouvernement de gauche ainsi que toutes les forces, quelles que soient leurs étiquettes, qui le soutiennent. L'enjeu est vital, l'urgence évidente. Le problème pour nous est plus que jamais de chercher à traduire en termes d'activité concrète notre lutte sur cette voie.

Centenaire de la mort de KARL MARX

DEFENDONS LE CARACTERE REVOLUTIONNAIRE DU MARXISME !

Dans la IIIe Annexe à l'essai Ce que sont les "Amis du peuple" et comment ils luttent contre les social-démocrates, écrit entre le printemps et l'été 1894, Lénine fustige avec mépris la "conception étroite du marxisme" diffusée par les social-démocrates russes eux-mêmes et promulguée par certains milieux de l'intelligentsia libérale et radicale. Selon eux, le marxisme finissait par se réduire "à enseigner comment, en régime capitaliste, la propriété individuelle fondée sur le travail du propriétaire accomplit son développement dialectique, comment elle se transforme en sa négation pour ensuite se socialiser". Et prétendant que tout le contenu du marxisme tenait dans ce schéma, ils laissaient de côté "la doctrine de la lutte des classes" et "ce qui fait l'objet même de ses recherches: mettre en lumière toutes les formes d'antagonisme et d'exploitation pour aider le prolétariat à s'en débarrasser".

C'est ainsi qu'on pouvait aboutir à l'absurdité (que Lénine croyait possible "seulement en Russie", mais qui est aujourd'hui monnaie courante dans tous les pays du monde, URSS comprise) de ranger "parmi les marxistes des gens qui n'ont aucune idée de la lutte de classe, de l'antagonisme inhérent à la société capitaliste, et du développement de cet antagonisme; des gens qui n'ont aucune idée du rôle révolutionnaire du prolétariat; des gens même qui préconisent des projets nettement bourgeois, pourvu qu'on y trouve des phrases comme "économie monétaire", "nécessité" de celle-ci et autres expressions semblables".

A presque un siècle de distance, le marxisme a cessé d'être une théorie à la mode, avec laquelle il avait de règle de flirter après l'avoir opportunément stérilisé: aujourd'hui le procédé des bourgeois et des opportunistes est différent, mais le résultat est le même. Ceux qui se disent les disciples de Marx n'ont plus "aucune idée du rôle révolutionnaire du prolétariat" et même le renient ouvertement; ils se sont débarrassés de la théorie comme d'une chose anachronique et se contentent de la revendiquer comme pur et simple instrument (ou méthode) d'analyse,

quitte à utiliser cet instrument à l'envers. Les publicistes bourgeois n'ont donc plus besoin ni de se parer d'une doctrine rendue inoffensive par ses propres "disciples", et qui ne représente donc plus la moindre menace contre l'ordre établi, ni de la mettre à l'index comme théorie scientifique alors que ses propres "disciples" l'ont déclarée vieillie. Ils peuvent donc lui rendre hommage pour le "brin" de vérité qu'elle contient au milieu d'un fleuve d'erreurs, comme à un des nombreux produits de la "civilisation" commune comme à une opinion neutre et aseptisée d'un individu quelconque, membre de la communauté qu'on appelle humanité, et non comme à la science et à la théorie de la classe ouvrière.

C'est ainsi que les bourgeois comme les grands partis soi-disant ouvriers et leurs appendices mineurs châtrent le marxisme d'une part de son caractère global et intégral, d'autre part de sa fonction classiste et révolutionnaire, qui en faisaient précisément un "corps étranger" dans la société bourgeoise et dans sa "culture", de même que l'homme Karl Marx n'était pas un citoyen au sens propre, de l'Angleterre, où les circonstances l'avaient contraint de résider, moins encore un citoyen illustre, mais le red terror doctor, le théoricien et le maître de la terreur rouge.

Selon les cas, la doctrine marxiste a été réduite à une méthode indifférente d'analyse; à un guide neutre pour l'action; à un outil (et, comme tous les outils, imparfait) pour sonder la société présente et ses mécanismes; à un recueil de réformes discutables de ce même capitalisme auquel il avait déclaré la guerre; à une générale mais stérile utopie sur un futur mode de production et de vie associée; à une savante et obscure élucubration philosophique ou scientifique, respectable comme toutes les autres, mais seulement en tant que curiosité intellectuelle, exercice de l'esprit ou pour d'autres de l'imagination. Le marxisme est devenu tout, désormais, sauf la théorie de l'émancipation de la classe ouvrière et la science de la révolution qui peut seule la réaliser.

Le marxisme est tout, désormais, sauf ce qu'il était et qui en justifiait l'existence: une théorie globale du monde et de l'histoire; des antagonismes de la société présente et de leur développement nécessaire; de la condition du prolétariat dans cette société et de la voie de son dépassement dans l'incendie de la guerre de classe; du mode de production actuel et du mode de production dont il contient en son sein les conditions matérielles; des voies par lesquelles la classe laborieuse est condamnée à se faire quotidiennement exploiter et des voies par lesquelles elle secouera son joug en émancipant avec elle l'humanité tout entière.

Cette théorie, on ne peut en accepter une partie en refusant les autres; ou on l'accepte en bloc, ou elle n'est plus rien; elle ne coexiste pas pacifiquement avec d'autres théories, mais elle les exclut toutes, parce qu'elle est l'instrument d'une classe, sa boussole dans son long chemin tourmenté, et qu'elle ne peut lui servir d'aiguille magnétique qu'à condition de ne pas obéir aujourd'hui à l'attraction d'un pôle, demain à celle d'un autre; elle est son arme de lutte dans une série d'affrontements gigantesques qui vont de la défense économique immédiate des travailleurs à la lutte politique sous la direction du parti jusqu'à la conquête du pouvoir et au communisme, et qui n'ont et ne peuvent avoir qu'une arène mondiale. Cette théorie est à prendre ou à laisser, sans limitations ni réserves: une telle attitude est la seule qui convienne à celui qui adhère au marxisme, comme à celui qui l'étudie, le "commente" ou le "critique".

Dans l'essai que nous avons cité, Lénine résume ces idées, aussi évidentes pour nous qu'indigestes pour nos innombrables adversaires, dans le passage suivant:

"Marx estime que toute la valeur de sa théorie réside en ce qu'elle est "essentiellement critique et révolutionnaire". Et de fait cette dernière qualité est entièrement et absolument inhérente au marxisme, cette théorie s'assignant pour tâche de mettre en lumière toutes les formes d'antagonisme et d'exploitation dans la société contemporaine, de suivre leur évolution, de démontrer leur caractère transitoire, leur transformation

inévitables en une autre forme, et d'aider par là le prolétariat à en finir aussi vite et aussi facilement que possible avec toute exploitation. La force d'attraction irrésistible qui attire vers cette théorie les socialistes de tous les pays tient précisément au fait qu'elle associe l'esprit révolutionnaire à un caractère hautement et strictement scientifique (étant le dernier mot des sciences sociales) et elle ne le fait point par hasard, ni seulement parce que le fondateur de cette doctrine réunissait en lui-même les qualités du savant et du révolutionnaire; elle les associe dans la théorie même, intimement et indissolublement. En effet, l'objet de la théorie, le but de la science est ici nettement formulé: aider la classe des opprimés dans la lutte économique qu'elle mène effectivement.

Nous ne disons pas au monde: abandonne tes luttes, ce ne sont que des sottises; nous voulons faire retentir à tes oreilles la vraie parole de la lutte."

Et Lénine en tirait la conclusion nécessaire, précisément celle que ses faux "disciples" ont foulée et foulent continuellement aux pieds:

"Ainsi, pour Marx, la tâche expresse de la science est de donner la vraie parole de la lutte, c'est-à-dire de savoir présenter avec objectivité cette lutte comme le produit d'un système déterminé de rapports de production; de savoir comprendre la nécessité de cette lutte, son contenu, la marche et les conditions de son développement. On ne saurait donner la "parole de la lutte" sans étudier dans tous ses détails chacune des formes de cette lutte, sans la suivre pas à pas quand elle passe d'une forme à une autre, afin de savoir, à chaque instant précis, déterminer la situation sans perdre de vue le caractère général de la lutte, son but d'ensemble: la suppression complète et définitive de toute exploitation et de toute oppression" (I).

C'est dans cet esprit, en ayant ces paroles devant les yeux, que nous commençons, non pas aujourd'hui mais à chaque pas de notre travail, Karl Marx, son oeuvre et sa doctrine.

(I) Lénine, Oeuvres complètes, tome I, pp. 354-356.

BERLIN: juin 1953

« Nous sommes des ouvriers, pas des esclaves »

A la fin de la deuxième boucherie impérialiste, l'Allemagne est totalement dévastée. Dès leur arrivée en Allemagne orientale, les troupes russes se mettent à mobiliser la population pour la remettre au travail.

L'impérialisme russe, non content de se faire payer les "montants des réparations de guerre", se met à démonter toutes les usines qui avaient pu échapper à la destruction, ou qui venaient d'être remontées. Ce "démontage industriel" durera en gros de 1945 à 1947. L'effet va avoir comme résultat une démoralisation très grande d'une bonne partie de vieux ouvriers du K.P.D. Dès 1947, le stakhanovisme est imposé par les autorités soviétiques. Le rôle du syndicat d'Etat, la F.D.G.B (1) courroie de transmission du S.E.D (2) va être très important dans l'édification du "socialisme réel". On impose des normes de travail bestiales pour la réalisation des plans à long terme, et en plus on demande ouvertement aux travailleurs de se serrer la ceinture: "économiser chaque seconde, chaque gramme, chaque pfennig" (3).

Le discours ne pouvait être plus clair. Le 14 Mai 1953, le C.C du S.E.D décide de passer la vitesse supérieure pour l'austérité: "augmentation de la productivité du travail grâce aux économies sévères". Le conseil des ministres décide l'augmentation généralisée des normes pour le 30 Juin.

La révolte des ouvriers de Berlin commence le 15 Juin dans les chantiers de construction de l'hôpital de Friedrichshain. L'action au début est une révolte spontanée pour refuser l'augmentation

Il y a 30 ans le prolétariat de la RDA se révoltait contre l'ordre capitaliste à la sauce "marxiste-léniniste". La commune de Berlin, même si elle devait plier sous le poids de la force enne-

des normes de production, la baisse des salaires et contre la vie chère. Vu le lieu de travail qui se trouve pratiquement sur la rue, la réunion spontanée va devenir très rapidement une manifestation qui va se communiquer à tous les secteurs de la production.

Le 16 Juin, l'agitation gagne d'autres villes à Berlin une manifestation d'une centaine de travailleurs se transforme en un véritable meeting de plus de 10.000 personnes.

"Nous sommes des ouvriers et non des esclaves", crient les travailleurs. (4) Le 17 Juin, selon les dires mêmes du président de la R.D.A., Otto Grotewohl, 300.000 ouvriers sont en grève. En effet dans toutes les grandes villes

industrielles, les usines ne tournent plus: Bitterfeld, Halle, Leipzig, Mersebourg, Magdebourg, Jena, Görlitz. Ce sont dans ces villes les plus anciennement industrialisées que les travailleurs vont se donner les organisations les plus poussées avec des comités centraux de grève. Le syndicat ne va jouer aucun rôle, n'étant que le "petit chien" du S.E.D.

La paix sociale va être ramenée à coups de canons et de mitrailleuses, la Postdamplatz, la Leipziger Strasse et Under den Linden sont vidées de la foule et le sang se met à couler. Le journal du S.E.D publiera dans son torchon du 19 Juin: "Comment a-t-il pu se faire qu'une fraction importante des ouvriers berlinois, sans doute des honnêtes gens et de bonne foi, étaient si

mécontents qu'ils ne voyaient pas qu'ils faisaient le jeu des forces fascistes". Quant à la "Pravda", elle dira que les insurgés étaient fascistes armés d'engins incendiaires, d'avions, le tout payé bien sûr par le congrès américain. La presse stalinienne a été bien obligée de reconnaître que les masses étaient descendues dans la rue contre les chars russes. La presse occidentale a crié en chœur que les ouvriers s'étaient battus contre le communisme. Non, les ouvriers se sont insurgés contre le gouvernement de Berlin-Est, parce qu'il est et reste capitaliste, comme son compère de Bonn. Nous n'avons que faire des lamentations et des pleurnicheries de toutes sortes, ni des commémorations comme le fait la R.F.A.

Nous savons que tôt ou tard, quand la classe ouvrière aura retrouvé le chemin de la lutte révolutionnaire, sa dictature et sa terreur seront sans pitié pour tous ses bourreaux, et que les prolétaires tombés à Berlin, Varsovie, Budapest, Moscou, Prague seront vengés "œil pour œil, dent pour dent", la vengeance est un plat qui se mange froid!

(1) La F.D.G.B. (Frei Deutsche Gewerkschaftsbund) fut créée le 2/2/1946.

(2) Le S.E.D est la fusion le 21/4/46 du S.P.D et du K.P.D.

(3) Déclaration faite au III congrès de la F.D.G.B. (Georges Castellan, "DDR Seuil Paris 1955").

(4) A. Baring, "Der 7 Juni 1953".

IRAN 4 ANS APRES

(suite de la page 1)

tactes et par la paix sociale imposée par tous les moyens par Khomeini et compagnie. Les nostalgiques, enfin, d'un régime dont les ayatollahs ont recueilli l'héritage en poursuivant la répression impitoyable des minorités nationales.

On en est arrivé au point où - et c'est tout dire - le parti "communiste" Toudeh, si tenace dans la soumission et la servilité envers le gouvernement "anti-impérialiste" du Parti de la République islamique, a été obligé de reconnaître (voir dans Le Monde du 22 avril l'interview d'un membre du comité central du PC iranien) que la soi-disant révolution islamique a maintenu pour l'essentiel les "bases socio-économiques" de l'ancien régime (et la superstructure policière et juridique ?), au lieu de "s'engager résolument dans la voie de la suppression des grandes propriétés foncières, nationaliser le commerce extérieur et réorganiser la distribution intérieure pour assurer une plus juste distribution des revenus et des biens" (toutes choses qu'elle ne s'était pas limitée à promettre au moment de la prise du pouvoir mais qu'elle avait déclaré vouloir faire dans les articles de la nouvelle Constitution). Elle a permis aux hommes du Bazar de procéder en toute tranquillité à "un pillage sans précédent des ressources du pays". Elle a réduit au minimum (en réalité, elle a complètement supprimé) les pouvoirs de ces conseils ouvriers qui avaient été la clé de voûte de la résistance prolétarienne au capitalisme sous le Chah et de l'attaque organisée contre le pouvoir impérial dans les derniers mois de 1978. Elle a supprimé le droit de grève et persécute les organisateurs ouvriers.

Quant à la guerre avec l'Irak, elle a servi aussi bien à mettre au rancart les quelques "réformes sociales" votées par le Parlement qu'à justifier le renforcement de l'activité de répression et d'intimidation - qu'il s'agisse de celle d'une police qui s'est montrée digne en tous points de la tristement célèbre Savak que de celle de tribunaux assoiffés de sang - ou encore à envoyer se faire massacrer sur les champs de bataille des masses turbulentes de jeunes sans travail jusqu'alors dangereusement concentrés dans les bidonvilles à la périphérie des grandes villes.

Ayant liquidé l'un après l'autre les groupes et les personnages qui se sont succédé au sommet de l'appareil d'Etat comme pour incarner la promesse d'un futur pluralisme démocratique, la "révolution islamique" a ainsi célébré le triomphe du parti unique non pas en instaurant un nouvel ordre social mais en conservant et même en renforçant l'ordre ancien, après avoir mis au service de la sauvegarde de structures capitalistes modernes non tant une idéologie religieuse "moyennageuse" qu'un réseau d'assistance religieux étendu de façon capillaire et agissant de façon subtilement corruptrice. Par voie de conséquence, la répression qui trouble le sommeil des démocraties occidentales, dans la mesure où en sont frappés les représentants les plus en vue de la bourgeoisie "laïque" et "éclairée", a fini par se concentrer avec toute sa brutalité tant sur les partis, les groupes et les courants qui, même d'une façon involontaire ou confuse, exprimaient et expriment des exigences et des revendications des grandes masses, que sur des mouvements de résistance organisée des minorités nationales, en particulier des Kurdes, exactement comme à l'époque de Reza Pahleva et de ses sinistres sbires.

Comment s'étonner si à la Bour se des affaires internationales la côte du régime montait systématiquement au fur et à mesure qu'il s'aliénait les sympathies d'une grande partie des organisations populaires grâce à l'intervention desquelles il avait dû son arrivée triomphale au pouvoir et qu'il se débarrassait de ces mêmes organisations, sous le prétexte du "désordre".

Pour le prolétariat iranien, ces quatre années s'achèvent-elles donc sur un bilan entièrement négatif? Dire cela signifierait se limiter à enregistrer une défaite, en ignorant tout ce qu'elle a derrière elle de vital et qui ne se mesure pas uniquement en termes d'apparence immédiate. Il y a un phénomène hautement positif, auquel on assiste aujourd'hui dans presque tous les groupes liés à l'histoire récente des luttes prolétariennes en Iran - des luttes sans l'aide desquelles la chute du Chah n'aurait pas été possible et au cours desquelles les travailleurs se sont donnés des for-

mes originales d'organisation indépendante, comme les conseils ouvriers, qui ne peuvent pas ne pas reparaitre à l'avenir, car elles font désormais partie du patrimoine collectif de la classe. Ce processus est un "bilan" de soi-même, une analyse de ce qui s'est passé, une analyse des idéologies, qui ne permet pas de considérer comme fixé et définitif aucun programme, ni codifiée aucune position politique et dont l'ampleur prouve, d'une part, la vitalité d'avant-garde prolétariennes qui ne se sont pas laissées démoraliser par la défaite et qui, d'autre part, est le signe et l'annonce d'un prochain retour sur la scène de la classe laborieuse avec une énergie renouvelée et des orientations enfin propres à la classe, c'est-à-dire non plus exclusivement liées au schéma qui dominait encore jusqu'à ces derniers mois d'une révolution essentiellement "populaire", même si elle était vaguement conçue comme une première étape sur la voie de la révolution prolétarienne.

Il est vrai que, dans la majorité de ces groupes, la reconnaissance de la nature pleinement capitaliste de l'Iran d'aujourd'hui - un capitalisme introduit par "en haut" sous Pahlevi et remodelé avec un certain degré de "consensus à la base" sous Khomeini - continue à côtoyer l'idée qui est tout à fait contradictoire avec la précédente d'une perspective de révolution anti-féodale et national-démocratique, et donc bourgeoise, même si elle est poussée jusqu'au bout par le prolétariat en tant que force hégémonique. Mais, indépendamment de la fluidité de ces conceptions, souvent plus ou moins vivement contestées par des ailes scissionnistes, il est vrai aussi que dans d'autres regroupements, comme - pour donner un exemple sur lequel nous aurons l'occasion de revenir dans la Tendence des socialistes révolutionnaires (cette dénomination ne doit pas tromper : aucun rapport avec les groupes du même nom de la tradition russe), il y a un point qui est acquis, c'est que la révolution iranienne sera prolétarienne ou ne sera pas et que c'est dés aujourd'hui qu'il faut travailler à la réalisation d'une telle perspective, sur le double plan de la reconstruction du rés-

seau aujourd'hui détruit des conseils ouvriers et de la définition plus précise d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaire - et donc de la construction du parti comme organe centralisateur et comme guide politique de la lutte d'émancipation prolétarienne, en se débarrassant du lourd héritage idéologique et pratique du "russe" ou du "chinois".

"Ligne zéro", écrivent-ils pour souligner la rupture avec la tradition, et ils précisent : "la ligne de l'apprentissage, de la recherche, de la discussion et de la lutte".

Passer au crible de la théorie pure les résultats actuels de cet effort de réorientation théorique et politique, tactique et organisationnelle pour en cerner les insuffisances et en critiquer les faiblesses, serait de notre part non seulement pédant mais destructeur. Il s'agit, au contraire, de prendre acte avec enthousiasme des pas de géants accomplis par de petits noyaux de militants révolutionnaires sous l'impulsion, vivifiante même dans la défaite, d'expériences de lutte vécue, mais dans un isolement international nécessairement total, pour essayer de contribuer de toutes nos forces à faire en sorte que la vision solidement acquise de la perspective révolutionnaire communiste et de ses conditions objectives et subjectives se débarrasse de ce qu'elle a encore de confus ou d'incertain et prenne les traits nets et tranchants qui furent ceux du parti de l'Octobre rouge.

La possibilité que l'ampleur et la profondeur de mouvements authentiquement classistes amène, par-delà les épisodes plus ou moins malheureux de la lutte, à la conquête d'un degré même imparfait de "conscience communiste" en fournissant ainsi les bases d'un travail ultérieur d'approfondissement et de clarification qui ne peut être le fruit que de contacts internationaux intenses, et en préparant la rencontre - rencontre dont dépend le sort de la révolution communiste dans tous les pays - entre théorie et pratique, entre parti et mouvement : telle est la grande leçon, nous oserons dire la grande victoire, que la "défaite prolétarienne" sur le front iranien de la guerre de classe offre au prolétariat du monde entier.

Nous devons tous agir pour que cette victoire ne soit pas perdue.

POLOGNE :

Un 1er mai de lutte



1er mai 1983 à Gdansk: les travailleurs défilent les "soros"

Les manifestations et les affrontements du 1er mai en Pologne ont montré clairement que l'opposition au régime militaire de Jaruzelski est très forte et que au sein de cette opposition la classe ouvrière joue un rôle de premier plan.

Le 1er mai est une manifestation de la classe ouvrière. Il a été plus que juste que la classe ouvrière organise son 1er mai en opposition, voire comme un défi, au 1er mai officiel, car celui-ci est utilisé, en Pologne comme ailleurs, comme une fête de la conciliation entre les classes, comme un élément de propagande du régime actuel envers la classe ouvrière exploitée et opprimée.

Il a été encore plus juste que ce soit SOLIDARNOSC qui ait organisé les manifestations à travers ses propres structures. Mais la classe ouvrière a encore démontré, dans ses couches les plus combattives, qu'elle savait utiliser les canaux organisatifs à sa disposition (y compris les églises) pour répondre, en ne se limitant pas à demander que le gouvernement soit raisonnable et qu'il négocie, mais en se défendant contre ses attaques. Malgré la demande adressée par Walesa aux ouvriers pour qu'ils n'utilisent pas "les mêmes armes que celles qui sont employées contre eux", dans de nombreuses localités - en plus de Nowa Huta où la manifestation a été puissante - des barricades ont été érigées

et les manifestants ont répondu en lançant des pierres en riposte aux charges de la police. "Ceux qui ont été frappés veulent se venger", a dit Walesa qui est inquiet mais qui continue toutefois à "avoir confiance dans le dialogue".

Les ouvriers sont en train de prendre conscience qu'ils doivent utiliser les mêmes armes que celles qui sont utilisées contre eux, qu'ils doivent organiser en ce sens leurs actions en accompagnant les larges mouvements de masse les manifestations comme celles du 1er Mai - qui ont la formidable signification de montrer au monde la vitalité d'un mouvement qui est bien loin d'être éteint - avec tous les moyens nécessaires pour la défense contre les forces de la répression. Dans ce travail, la partie la plus combattive de la classe ouvrière s'exercera pour la lutte pour des objectifs supérieurs à ceux d'aujourd'hui, représentés par les mots d'ordre démocratiques et conciliateurs de SOLIDARNOSC et des autres organisations, et, dans tous les cas, ce sera là le terrain pour contraindre le régime à des concessions, que le gouvernement peut bien considérer comme l'expression de sa force, mais qui doivent être hautement appréciées si elles sont imposées par le mouvement de masse (c'est le cas de l'amnistie demandée par l'Eglise qui prendrait une toute autre signification si elle était obtenue après la lutte des mouvements de masse).

PROTECTIONNISME ...

(suite de la page 2)

de sacrifices imposés aux travailleurs pour dégager les investissements nécessaires. D'ailleurs Chevènement, partisan d'une telle solution, n'écrit-il pas "le citoyen attend qu'on fasse davantage appel à son intelligence. Le civisme dans notre peuple a besoin d'être réveillé par l'évidence d'une hauteur de vues supérieure, par l'exemple du désintéressement (NDR: afin de mieux accepter tous les sacrifices probablement!) et par un souffle de vraie générosité (NDR: destiné à alimenter les caisses capitalistes)" (Le Monde du 10/05/83). Une telle solution drapée dans les plis grandiloquents et ridicules de l'indépendance nationale signifierait que l'Etat s'appuie davantage sur les secteurs nationalisés pour organiser la relance économique. Or, comme on l'a montré, ces secteurs sont pour l'instant confrontés à des difficultés qui risquent de durer plusieurs mois.

C'est pourquoi, contrairement à ce que laissent penser les médias bourgeois, ces 2 solutions, loin de s'opposer semblent devoir plutôt se compléter. L'Etat utilise d'abord la solution Delors afin de pouvoir bénéficier d'une modération de la concurrence, pourtant inévitable, dans l'attente d'une reprise généralisée sur le plan international; dans le cas contraire, ou si cette solution se révèle insuffisante, le gouvernement pourra alors recourir à une politique plus protectionniste.

Quoi qu'il en soit, l'une et l'autre solution (et c'est en cela aussi qu'elles se complètent) supposent une offensive plus large contre les conditions de vie et de travail du prolétariat pour dégager les milliards indispensables à la satisfaction des intérêts capitalistes et à l'exploitation rentables des masses.

Pour les travailleurs, le problème n'est pas de savoir à quelle sauce ils

seront mangés, mais de préparer, en dehors de toute illusion, une riposte aux offensives plus larges encore que le gouvernement, au service des patrons, s'apprête à déclencher tandis qu'il les frappe dans l'immédiat avec le plan Delors.

Vient de paraître
Le numéro 9 de notre revue en grec

ΚΟΜΜΟΥΝΙΣΤΙΚΟ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑ

Sommaire de "Kommounistikó
prōgramma" No 9 :

- Sous "le signe de la crise"
- Chômage
- La crise
- Antimilitarisme prolétarien.
- "Hixi" et sa question "nationale"
- PASOK: la "feuille de vigne est tombée"
- Le cours de l'impérialisme mondial
- Amérique: la situation sociale
- La Russie est impérialiste (l'infiltration en Afrique)
- Italie: répression et situation dans les prisons
- La répression en Pologne
- Nigeria: "le grand exode"
- Elections en France et en Allemagne
- Rapport Kahan: le bourreau sioniste "se lave les mains"

LE SPECTRE DE SEVESO

Mais tout cela ne suffisait pas puisqu'aujourd'hui la dioxine empoisonne toute l'Europe! On la recherche partout, depuis les révélations officielles faites par Huguette Bouchardeau, le jour même où s'annonçait une nouvelle escalade dans l'austérité de gauche, alors que le gouvernement français était informé de la situation depuis longtemps. La presse a largement commenté le périple des 41 fûts qui ont franchi la frontière française sous une appellation sybilline et se sont égarés en passant par Saint-Quentin. Officiellement c'est Paringaux, gérant de la SPEDILEC, apprécié des pollueurs de toute l'Europe pour sa discrète efficacité, qui connaît l'endroit où sont entreposés ces fûts. Incarcéré, mais fidèle, il se tait. Cependant Hoffmann-Laroche, propriétaire de l'usine, a déclaré que les fûts reposent "sous 5 m d'argile quelque part en Europe", mais l'endroit restera secret "car tout ce qui touche à Seveso est un peu spécial" (le Monde du 30/03/83). D'ailleurs 8 sociétés ont au total eu à connaître, à un titre ou à un autre, les conditions d'élimination de la dioxine. Hoffmann-Laroche sait, mais a le culot de demander à toute personne pouvant donner un renseignement d'informer les pouvoirs publics!

D'ailleurs même si on retrouve ces fûts et s'il s'avère qu'ils ne constituent plus un danger, le problème de la manipulation, du stockage et du traitement des déchets industriels demeurera

La responsabilité historique du prolétariat

En fait la population et la presse n'apprennent que rarement la présence et la circulation de ces poisons industriels. Quant aux ouvriers qui les manipulent dans les usines ou lors des transports, ils sont le plus souvent maintenus dans l'ignorance la plus totale des dangers qu'ils courent et des intoxications qu'ils accumulent lentement. Là aussi la réglementation est insuffisante et bafouée.

De ce point de vue également l'attitude de Hoffmann-Laroche à Seveso est exemplaire: pour contrôler une réaction chimique très délicate dans l'usine ICMESA aucun système automatique de con-

trôle de température n'avait été prévu alors que le risque de production de dioxime était bien connu. Pour pallier à cette éventualité on s'était contenté de mettre en place une soupape de sécurité qui éliminait dans l'atmosphère les produits des réactions chimiques incontrôlées. Après avoir arrosé Seveso de dioxine, Hoffmann-Laroche a fait pleuvoir 123 milliards de lires, soit 600 milliards de francs d'indemnités pour prouver sa bonne foi... Voilà comment les questions de sécurité sont traitées dans les secteurs industriels de pointe! Que dire alors des autres?

Le fait que jusqu'ici ces questions

entier. Hoffmann-Laroche n'est pas une exception, une brebis galeuse à fuir dans un monde de progrès et de richesse. C'est l'industrie capitaliste toute entière qui pollue, à l'Est comme à l'Ouest. Voyez les découvertes stupéfiantes faites à l'entrepos de St-Quentin ou à la décharge de Roumazières en Charente.

Certains accusent l'insuffisance de la réglementation. Il est vrai que les directives adoptées par la communauté européenne sont bien vagues, quand elles sont appliquées! Elles sont faites pour que les industriels puissent se débarrasser sans trop de difficultés des déchets encombrants. Et de toute façon les amendes imposées en cas de contravention restent symboliques au regard du coût d'un traitement efficace.

apparaissent superficiellement comme des conséquences de l'industrialisation "en général" et des bavures du progrès "en général", le fait qu'elles soient agitées par des mouvements qui prennent parfois une ampleur considérable et même des potentialités subversives sans pour autant se placer clairement sur le terrain de la lutte des classes et regroupent des membres de toutes les couches sociales, ne doit pas masquer cette évidence: ces intoxications et ces accidents sont le produit du capitalisme et touchent en première ligne le prolétariat, qui a le devoir (et qui pourrait avoir le pouvoir) de prendre en charge ces luttes pour le plus grand bien de l'espèce humaine.

S'il est clair qu'un capitalisme propre (même suisse) est impossible et qu'il faudra bien le détruire pour survivre, cela ne signifie nullement que la lutte contre les accidents, les intoxications et la pollution serait réformiste et méprisable: il s'agit d'un front parmi d'autres de l'opposition irrédoublable du capital et du travail, qui en outre permet de développer une agitation politique contre le capitalisme lui-même et de mobiliser les plus larges masses dans les usines comme hors des usines.



Sans lutte contre le capital, c'est dans cette tenue que nous ferons demain nos promenades en forêt ...

LIBERTE POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

Dans la nuit du 14 Mars 83, 4 militants turcs réfugiés politiques ont été arrêtés et emprisonnés à Fresnes (3 militants) et à la Santé (1 militant), 60 autres interpellations ont eues également lieu cette nuit-là.

Ils sont donc depuis 2 mois en prison et n'ont pu avoir un avocat que récemment, le juge d'instruction faisant tout pour les empêcher de se défendre (en utilisant par exemple le problème de la langue; il leur parle en français et eux répondent en turc, ce qui permet à l'Etat de perpétuer leur détention sans défense). Ils sont accusés de racket de commerçants. Ce sont ces derniers, liés à l'Etat turc qui les ont dénoncés. En fait, ils sont tous membres de l'organisation qui a revendiqué l'occupation de la "Turkish Airlines".

Il est possible de les arracher de prison à condition qu'ils ne restent pas dans l'oubli (surtout celui qui est isolé à la Santé). Néanmoins, on ne peut exclure que l'Etat français les ramène à la frontière, même si c'est difficile pour le PS (l'un étant condamné à mort en Turquie) sans que celui jette son masque "socialiste" pour montrer son vrai visage de gendarme pour le compte de la Turquie. Cette attaque contre des militants en lutte contre la dictature turque est en fait à placer dans le cadre d'une attaque plus large à l'échelle internationale. Elle fait suite à celle du gouvernement de HFA qui a interdit 2 organisations, Dev Sol et Halk Dev, ainsi que leurs journaux respectifs et perquisitionné dans les locaux de Halk Dev et aux domiciles d'une vingtaine de militants turcs - et à celle du gouvernement de Turquie qui, quelques jours plus tard, a arrêté 68 membres de Dev Sol à Istanbul. Ces attaques sont destinées à se reproduire. En Allemagne, des petits comités de soutien aux prisonniers ont été créés pour maintenir le contact avec eux et préparer une défense politique de leur procès. Des manifestations ont eu lieu dans toute l'Allemagne. C'est un exemple à suivre. Les militants français n'ont que trop tardé à répondre à cette vague d'arrestations. Ils doivent reprendre le flambeau porté par nos frères allemands afin de l'introduire ici en pleine terre des soit-disant "Droits de l'Homme" et des libertés, et mettre tout en oeuvre pour empêcher l'extradition et imposer leur libération immédiate.

D'autre part, après l'arrestation de F. Oriach, militant révolutionnaire et anti-impérialiste, 2 autres militants liés à un groupe anti-impérialiste qui a revendiqué le 22 avril le saccage du musée de la Légion d'Honneur à Paris ont été arrêtés.

Les accusations portées contre F. Oriach sont multiples; association de malfaiteurs (il écrivait dans Subversion), appel public à la violence. Ce qui est visé c'est son soutien aux actions anti-sionistes menées cet été à Paris. Son procès commencera fin Juin. Ne le laissons pas seul face à ses juges. Soyons présents ce jour-là.

Marina Da Silva et Christian Gauzens sont en prison dans le cadre de la commission rogatoire pour le musée de la Légion d'Honneur. Le même jour, la police raflait 8 autres militants pour les relâcher presque aussitôt.

Le combat pour la défense et la libération immédiate et sans condition de tous ces militants, quelle que soit leur appartenance politique et les divergences que l'on peut avoir avec eux, fait partie du combat quotidien de la lutte contre le capitalisme. Ce sont des camarades qui sont tombés parce qu'ils frappaient le coeur même de l'impérialisme. Ce combat est celui de toute la classe ouvrière et de tous les militants révolutionnaires. Notre lutte se placera sur deux plans: dans la mesure de nos forces nous essaierons d'une part de faire reprendre la défense de tous ces camarades par toute la classe ouvrière et le mouvement social, et d'autre part, nous tenterons, avec toutes les énergies disponibles de les arracher des griffes de la bourgeoisie par des mobilisations et des actions, même faibles et non spectaculaires mais réelles.

-LIBERTE POUR TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES!
-NON AUX EXTRADITIONS!
-NON A LA REPRESSION!

Adresse des camarades emprisonnés:
- Marina Da Silva; 11638 A- MAF, 7 av. des Peupliers 91700 Fleury-Mérogis
- Christian Gauzens; 215018 E/336, 42 rue de la Santé 75014 Paris
- Frédéric Oriach; 211564 3/15, 42 rue de la Santé 75014 Paris.

Pour l'instant le capitalisme tire tranquillement toutes les ficelles: les scientifiques travaillent pour l'enrichir et non pour l'empêcher de polluer, les ouvriers s'épuisent et se délabrent, enrichissant en outre les médecins et les industriels pharmaceutiques, l'environnement se pollue et les dépollueurs et éliminateurs à la Paringaux s'enrichissent en dépolluant ou en polluant ailleurs.

Il y a une autre dimension qui ne doit pas échapper au prolétariat et aux révolutionnaires des métropoles: des milliers de tonnes de déchets, de produits chimiques et de médicaments jugés indésirables et nocifs ici sont déversés (sans même parler des bombardements chimiques) sur les populations déshéritées de la périphérie du capitalisme. Pour leur bien? Allons donc! pour les assurer davantage et leur sucer leur dernière goutte de sang.

Le prolétaire n'est pas que producteur. Il est aussi consommateur, en particulier de nuisances, de déchets et de poisons industriels, à l'intérieur des bagnes de la production comme dans l'air et la nourriture qu'il absorbe pendant son précieux repos.

Mais la classe ouvrière, dans les entreprises qui produisent et manipulent ce type de produit, disposerait d'un formidable moyen de contrôle et de pression sur les pollueurs et pourraient lutter efficacement non seulement pour défendre sa propre peau mais encore la santé de l'humanité toute entière!

La lutte contre la pollution est partie intégrante de la cause communiste pour l'émancipation du genre humain. C'est la raison pour laquelle les révolutionnaires doivent intervenir sur ce terrain pour y favoriser toutes les potentialités et chercher à ce que la lutte se hisse, par delà une mobilisation contre les effets de la pollution, au niveau d'un combat contre ses causes véritables qui résident dans le capitalisme.

le prolétaire
SUPPLEMENT SUISSE no 26
mai 1983
Sommaire

- La grève de MATISA
- ... le front des luttes
- Pologne
- Contre la répression
- Nos tâches
- le blindage de l'Etat
- PS et PSO
- GTS et MATISA
- Le plan de relance de l'Etat
- Capital et informatique
- Immigration et réfugiés
- Das Kapital schlägt ...
- Brechen wir das Schweigen über die Repression

CHILI: vers une reprise de la lutte de classe ouverte

Les manifestations qui ont éclaté au Chili à l'appel de la confédération des syndicats des mineurs du cuivre portent à nouveau la classe ouvrière à l'avant-garde des luttes sociales contre un régime honni. Alors que dix ans auparavant, les concerts de casseroles des classes moyennes avaient sonné le glas du gouvernement d'Allende et instauré l'infâme dictature des Pinochet galonnés, aujourd'hui toutes ces couches durement frappées par la crise n'hésitent pas à se mobiliser aussi à l'appel des syndicats contre la dictature.

La violence de la répression de ces manifestations contre le régime - 2 morts et des centaines de blessés à Santiago - est à la hauteur de ses difficultés politiques et économiques. Perdant, sous l'effet de la faillite économique, sa base sociale constituée essentiellement des classes moyennes et des petits entrepreneurs, la Junta, aux dires de Chonchol (ex-ministre de l'agriculture d'Allende), n'a plus aucune marge de manoeuvre et ne peut plus compter que sur l'armée et la police. Tous les partis, y compris le parti d'extrême droite "Patrie et Liberté" et l'Eglise, réclament aujourd'hui la démocratisation de l'Etat.

La classe ouvrière doit se souvenir qu'il y a 10 ans elle succomba au coup d'Etat militaire parce qu'elle avait préalablement succombé aux charmes du discours réformiste d'Allende. Le processus irréversible de la lutte pour la chute du régime militaire qui s'amorce aujourd'hui doit constituer pour elle le terrain sur lequel elle conquerra, en luttant pour la satisfaction de ses besoins politiques, économiques et sociaux, son indépendance de classe. Pre-

mière aujourd'hui à se porter en avant dans la lutte contre l'oppression et l'exploitation, la classe ouvrière renforcera son rôle d'avant-garde des luttes sociales A CONDITION DE CONQUERIR, puis de défendre et sauvegarder son indépendance de classe face à toutes les forces de conciliation sociale qui ne manqueront pas de lui demander tout le poids de son nombre pour appuyer la mutation démocratique de l'Etat bourgeois.

Hier, avec le gouvernement d'Union Populaire d'Allende, la classe ouvrière avait fait confiance aux forces petites bourgeoises réformistes et cela l'a amené à la dictature de Pinochet.

Aujourd'hui, la lutte contre la dictature doit se faire pour arracher au cours de cette lutte des positions qui seront pour demain les bases indispensables pour un élargissement à des objectifs de transformation sociale passant par l'abolition de l'Etat bourgeois, qu'il soit fasciste ou démocratique.

Le no 8 de notre périodique pour le Venezuela et l'Amérique latine
ESPARTACO
(el proletario)

vient de paraître

Au sommaire:

- Se incendia el patio del Imperalismo americano
- Estabilizar la democracia o enterrar al capitalismo
- La función de la prensa comunista
- Don Felipe sobre el trono de España